

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

**ARTICLE 1070.1** (art. 129 de la Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions)

Insérer, après l'article 1070 du projet de loi, ce qui suit :

« LOI INSTAURANT UN NOUVEAU RÉGIME D'AMÉNAGEMENT DANS LES ZONES INONDABLES DES LACS ET DES COURS D'EAU, OCTROYANT TEMPORAIREMENT AUX MUNICIPALITÉS DES POUVOIRS VISANT À RÉPONDRE À CERTAINS BESOINS ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS

« **1070.1.** L'article 129 de la Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (2021, chapitre 7) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « visée à l'article 346.0.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) » par « au sens de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ». ».

### **Commentaires**

Cet amendement a pour but de refléter les changements apportés au corpus législatif applicable. Ainsi, l'article 129 de la Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions serait modifié pour référer à la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace.

**Texte modifié de l'article 129 de la Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions**

**129.** Toute municipalité locale peut adopter un plan de soutien des entreprises de son territoire. La municipalité qui adopte un plan de soutien doit en transmettre copie, pour information, à la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend le sien.

Une municipalité met en œuvre un plan de soutien en adoptant, par règlement, un programme d'aide aux entreprises, en vertu duquel elle peut accorder une aide financière, notamment sous forme de subvention, de prêt ou de crédit de taxes, à toute personne qui exploite une entreprise du secteur privé et qui est le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble autre qu'une résidence, sauf s'il s'agit d'une résidence privée pour aînés **au sens de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi)** visée à l'article 346.0.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2).

[...]

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1070.2** (article 3 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)

Insérer, après l'article 1070.1 du projet de loi tel qu'amendé, ce qui suit :

« LOI SUR LES RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

« **1070.2.** L'article 3 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2023, chapitre 5) est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par le remplacement, dans la définition de « établissement », de « la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) » par « la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) »;

b) par le remplacement, dans la définition de « intervenant », de « de santé ou des services sociaux » par « du domaine de la santé et des services sociaux »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « de santé ou de services sociaux » par « du domaine de la santé et des services sociaux ». ».

### **Commentaires**

Le présent amendement apporte des modifications de concordance à l'article 3 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* afin de tenir compte de la création de la *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* et des changements terminologiques qu'elle propose.

<b>Article 3 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives tel que modifié</b>
---

**3.** Dans la présente loi, on entend par :

« établissement » : un établissement visé par la ~~Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)~~ **la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi)**, par la ~~Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2)~~ ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5);

« incident de confidentialité » : un accès à un renseignement ou toute autre utilisation ou communication d'un renseignement non autorisé par la loi, la perte d'un renseignement ou toute autre atteinte à sa protection;

« intervenant » : une personne physique qui offre des services ~~de santé ou des services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** au sein d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux ou qui fournit à une telle personne des services de soutien technique ou administratif;

« produit ou service technologique » : un équipement, une application ou un service requis afin de recueillir, de conserver, d'utiliser ou de communiquer un renseignement, tels une banque ou un système d'information, un réseau de télécommunication, une infrastructure technologique, un logiciel ou une composante informatique d'un équipement médical;

« projet de recherche » : une démarche visant le développement des connaissances, notamment à des fins d'innovation, au moyen d'une étude structurée ou d'une investigation systématique.

Pour l'application de la présente loi, une référence à l'offre de services ~~de santé ou de services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** est aussi une référence à la prestation de tels services.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1070.3** (article 4 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)

Insérer, après l'article 1070.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.3.** L'article 4 de cette loi est modifié :

1° dans le paragraphe 3° du premier alinéa :

a) par le remplacement de « un établissement » par « Santé Québec, un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec »;

b) par l'insertion, à la fin, de « pour les Inuit et les Naskapis »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « de santé ou de services sociaux » par « du domaine de la santé et des services sociaux »;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « de santé ou des services sociaux » et de « autre qu'un » par, respectivement, « du domaine de la santé et des services sociaux » et « autre que Santé Québec ou un ». ».

### **Commentaires**

Le présent amendement apporte des modifications de concordance à l'article 4 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* afin de tenir compte de la création de la création de Santé Québec, du changement de nom de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* et des changements terminologiques proposés par le présent projet de loi.

### **Article 4 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives tel que modifié**

**4.** Pour l'application de la présente loi, est un organisme du secteur de la santé et des services sociaux :

1° le ministère de la Santé et des Services sociaux;

2° une personne ou un groupement visé à l'annexe I ou à l'annexe II;

3° ~~un établissement~~ **Santé Québec, un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec** et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik instituée en vertu de l'article 530.25 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux **pour les Inuit et les Naskapis**;

4° une personne ou un groupement qui n'est pas déjà visé au présent article et qui conclut avec un organisme du secteur de la santé et des services sociaux visé au paragraphe 2° ou 3° une entente visant la prestation de services de santé ou de services sociaux pour le compte de cet organisme;

5° toute autre personne ou tout autre groupement déterminé par règlement du gouvernement, dans la mesure que ce dernier détermine.

Une personne ou un groupement visé au paragraphe 4° du premier alinéa n'est toutefois considéré comme un organisme du secteur de la santé et des services sociaux que pour ses activités liées à la prestation de services ~~de santé ou de services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** pour le compte d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux visé au paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa.

Est également assimilé à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux un intervenant qui offre des services ~~de santé ou des services~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** sein d'un tel organisme ~~autre qu'un autre que Santé Québec ou~~ un établissement et dont les dossiers ne sont pas tenus par cet organisme.

À moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « organisme » utilisé sans qualificatif dans la présente loi désigne un organisme du secteur de la santé et des services sociaux. De plus, lorsque la présente loi réfère à une personne ou à un groupement, un tel organisme est compris dans cette référence.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1070.4** (article 8 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)

Insérer, après l'article 1070.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.4.** L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « tel établissement ou d'un tel organisme dans le cadre d'un contrat de travail ou de service » par « tel organisme ou d'un tel établissement dans le cadre d'un contrat de travail ou de service conclu, selon le cas, avec un tel organisme, avec un tel établissement autre qu'un établissement de Santé Québec ou avec Santé Québec ». ».

### **Commentaires**

Le présent amendement apporte des modifications de concordance à l'article 8 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* afin de tenir compte de la création de la création de Santé Québec.

#### **Article 8 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives**

**8.** Une personne peut refuser qu'un renseignement la concernant, qu'il soit présent ou à venir, soit accessible aux personnes suivantes à compter du moment où le renseignement est détenu par un organisme :

0.1° son conjoint ou un proche parent, si l'accès envisagé s'inscrit dans un processus de deuil;

1° son conjoint, son ascendant direct ou son descendant direct, s'il s'agit d'un renseignement relatif à la cause de son décès;

2° un chercheur, si l'accès envisagé est à des fins de sollicitation en vue de sa participation à un projet de recherche ;

3° un chercheur qui n'est pas lié à un organisme visé à l'annexe I, à un établissement public ou à un établissement privé conventionné qui exploite un centre hospitalier.

Le refus prévu au paragraphe 3° du premier alinéa peut viser un ou plusieurs renseignements et peut porter sur une ou plusieurs thématiques de recherche ou catégories d'activités de recherche.

Pour l'application de la présente loi, un chercheur est lié à un organisme visé à l'annexe I, à un établissement public ou à un établissement privé conventionné qui exploite un centre hospitalier lorsqu'il exerce sa profession dans un centre exploité par un tel établissement ou qu'il fait de la recherche pour le compte d'un ~~tel établissement ou d'un tel organisme dans le cadre d'un contrat de travail ou de service~~ **tel organisme ou d'un tel établissement dans le cadre d'un contrat de travail ou de service conclu, selon le cas, avec un tel organisme, avec un tel établissement autre qu'un établissement de Santé Québec ou avec Santé Québec.**



## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1070.5 (article 64 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)**

Insérer, après l'article 1070.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.5.** L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement de « un établissement » et de « de santé et des services sociaux » par, respectivement, « Santé Québec, un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec » et « du domaine de la santé et des services sociaux ». ».

### **Commentaires**

Le présent amendement apporte des modifications de concordance à l'article 64 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* afin de tenir compte de la création de la création de Santé Québec et des changements terminologiques proposés par le présent projet de loi.

#### **Article 64 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives tel que modifié**

**64.** Un renseignement détenu par le ministère de la Santé et des Services sociaux, ~~un établissement~~ **Santé Québec, un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec**, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou un organisme visé à l'annexe I peut être utilisé au sein de cet organisme par toute personne faisant partie d'une catégorie de personnes identifiée à la politique de gouvernance des renseignements de l'organisme lorsqu'il est nécessaire à l'exercice des fonctions de l'organisme relatives à l'organisation ou à l'évaluation des services ~~de santé et des services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux**.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1070.6** (articles 181 à 185 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)

Insérer, après l'article 1070.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.6.** Les articles 181 à 185 de cette loi sont abrogés. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement introduit l'article 1070.7 du projet de loi qui supprime les articles 181 à 185 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, adoptée récemment. Ces articles apportaient des modifications de concordance à la *Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée* pour tenir compte de l'introduction des articles concernant le système national de dépôt dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*. Comme le système national de dépôt est réintroduit dans le présent projet de loi par les articles 66.1 et suivants, introduits par des amendements précédents, il y a lieu de retirer les dispositions de concordance s'y afférant de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, lesquelles sont ajustées et reprises par amendement au présent projet de loi.

### **Articles 181 à 185 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives**

~~**181.** L'article 10 de la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée (chapitre A-2.2) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « au système d'information, visé au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), qui vise à permettre à toute personne assurée, au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29), de se trouver un médecin qui accepte d'en assurer le suivi médical. Un règlement du gouvernement détermine les exigences relatives à l'utilisation du système » par « au mécanisme visé au paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), qui vise à permettre à toute personne de se trouver un professionnel de la santé ou des services sociaux qui accepte d'en assurer le suivi médical en collaboration, le cas échéant, avec d'autres professionnels. Un~~

~~règlement du gouvernement détermine les exigences relatives à l'utilisation de ce mécanisme ».~~

**182.** ~~L'article 11 de cette loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 16 des lois de 2022, est modifié :~~

~~1° dans le premier alinéa :~~

~~a) par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « au système d'information, visé au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), qui vise à permettre de trouver un professionnel de la santé et des services sociaux qui accepte d'en assurer le suivi médical » par « au mécanisme visé au paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), qui vise à permettre à toute personne de trouver un professionnel de la santé ou des services sociaux qui accepte d'assurer son suivi médical »;~~

~~b) par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « système de prise de rendez-vous visé au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec » par « mécanisme de prise de rendez-vous visé au paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux »;~~

~~2° dans le deuxième alinéa :~~

~~a) par le remplacement de « système visé au paragraphe 1° » par « mécanisme visé au paragraphe 1° »;~~

~~b) par le remplacement de « du système d'information ou d'un système de prise de rendez-vous » par « des mécanismes ou d'un système visés au premier alinéa ».~~

**183.** ~~L'article 11.1 de cette loi, édicté par l'article 1 du chapitre 16 des lois de 2022, est modifié :~~

~~1° dans le premier alinéa :~~

~~a) par le remplacement de « plus d'un système de prise de rendez-vous » par « plus d'un système ou d'un mécanisme de prise de rendez-vous »;~~

~~b) par le remplacement de « système de prise de rendez-vous autre que celui visé au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie~~

~~du Québec (chapitre R-5) » par « système ou d'un mécanisme de prise de rendez-vous autre que celui visé au paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) »;~~

~~2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après de « de ces systèmes », de « ou de ces mécanismes ».~~

**184.** ~~L'article 13.1 de cette loi, édicté par l'article 65 du chapitre 21 des lois de 2017, est modifié par le remplacement de « système de prise de rendez-vous visé au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5) » par « mécanisme de prise de rendez-vous visé au paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ».~~

**185.** ~~L'article 72 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 16 des lois de 2022, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le paragraphe 5° du premier alinéa, de « d'un système » par « d'un mécanisme ou d'un système ».~~

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

#### LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

#### **ARTICLE 1070.7 (articles 235, 253, 254, 259, 260, 267, 269 et 272 à 277 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)**

Insérer, après l'article 1070.6 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.7.** Les articles 235, 253, 254, 259 et 260, le deuxième alinéa de l'article 267 et les articles 269 et 272 à 277 de cette loi sont abrogés. ».

#### **Commentaires**

Le présent amendement introduit l'article 1070.8 du projet de loi qui supprime 235, 253, 254, 259 et 260, le deuxième alinéa de l'article 267 et les articles 269 et 272 à 277 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, adoptée récemment. Ces articles introduisaient le système national de dépôt de renseignement à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, prévoyaient les dispositions transitoires nécessaires à sa mise en place et apportaient des modifications de concordance conséquentes à la *Loi sur la santé publique* et à la *Loi concernant les soins de fin de vie*. Comme le système national de dépôt est réintroduit dans le présent projet de loi par les articles 66.1 et suivants, introduits par des amendements précédents, il y a lieu de retirer les articles correspondants de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* ainsi que les dispositions transitoires et de concordance s'y afférant, qui sont ajustées et reprises par amendement au présent projet de loi.

#### **Articles 235, 253, 254, 259, 260, 267, 269 et 272 à 277 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives**

~~**235.** L'article 64 de cette loi est modifié :~~

~~1° par le remplacement des sous-paragraphes j et k du paragraphe 2° par les sous-paragraphes suivants :~~

~~« j) le nom du vaccinateur et son numéro d'identification unique au registre des intervenants institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services~~

sociaux (chapitre S-4.2) ou, en l'absence de ce numéro, son titre et son numéro de permis d'exercice;

~~« k) les nom, adresse, numéro de téléphone et numéro d'identification unique au registre des organismes institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux du lieu où sont offerts les services de santé et les services sociaux auquel le vaccinateur est rattaché ainsi que, le cas échéant, le lieu physique où le vaccin a été administré; »;~~

~~2° par le remplacement du sous-paragraphe g du paragraphe 3° par le sous-paragraphe suivant :~~

~~« g) dans le cas d'une ordonnance, le nom et le numéro d'identification unique au registre des intervenants institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux de celui qui a rédigé l'ordonnance ou de celui qui a initié une mesure thérapeutique selon une ordonnance ou, en l'absence de ce numéro, son titre et son numéro de permis d'exercice; ».~~

[...]

~~**253.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 520.3.1, du titre suivant :~~

## ~~« TITRE II~~

### ~~« SYSTÈME NATIONAL DE DÉPÔT DE RENSEIGNEMENTS~~

~~« **521.** Le ministre institue un système national de dépôt de renseignements.~~

~~Ce système doit notamment permettre :~~

~~1° la tenue, par les établissements et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, des dossiers concernant, selon le cas, leurs usagers ou leurs bénéficiaires et la conservation, pour leur compte, des renseignements qui y sont contenus;~~

~~2° l'indexation des renseignements détenus par les autres organismes du secteur de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) et contenus dans les dossiers qu'ils tiennent sur les personnes qui en reçoivent des services de santé ou des services sociaux;~~

~~3° le partage d'ordonnances entre organismes du secteur de la santé et des services sociaux au sens de cette loi et avec les personnes concernées;~~

~~4° la tenue par le ministre d'un registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès;~~

~~5° la tenue par le ministre d'un registre des directives médicales anticipées visées par la Loi concernant les soins de fin de vie (chapitre S-32.0001);~~

~~6° la mise en place par le ministre d'un mécanisme permettant à une personne de trouver un professionnel de la santé ou des services sociaux appartenant à une catégorie de professionnels et exerçant dans un lieu appartenant à une catégorie identifiées par le ministre qui accepte d'assurer son suivi médical en collaboration, le cas échéant, avec d'autres professionnels;~~

~~7° la mise en place par le ministre d'un mécanisme de prise de rendez-vous avec un professionnel de la santé ou des services sociaux appartenant à une catégorie de professionnels et exerçant dans un lieu appartenant à une catégorie identifiées par le ministre;~~

~~8° un accès et toute autre utilisation et communication simplifiés des renseignements conformément aux régimes de protection des renseignements qui leur sont applicables, notamment celui prévu par la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;~~

~~9° toute autre fonctionnalité déterminée par règlement du ministre.~~

~~Il doit également permettre la journalisation de tout accès à ce système par une personne, que ce soit pour y verser des renseignements, les utiliser ou en recevoir communication.~~

~~« 522. — Un règlement du ministre détermine les conditions et les modalités d'utilisation du système national de dépôt de renseignements.~~

~~Ce règlement peut également prévoir :~~

~~1° l'obligation pour tout ou partie des établissements ou pour le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James de recourir au système national de dépôt de renseignements pour la tenue des dossiers concernant, selon le cas, leurs usagers ou leurs bénéficiaires et la conservation, pour leur compte, des renseignements qui y sont contenus;~~

~~2° l'obligation pour tout ou partie des autres organismes du secteur de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) de permettre l'indexation des renseignements qu'ils détiennent et qui sont contenus dans les dossiers qu'ils tiennent sur les personnes qui en reçoivent des services de santé ou des services sociaux;~~

~~3° parmi ses dispositions, celles dont la violation constitue une infraction.~~

~~« 523. — Le ministre institue les registres suivants, notamment afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements :~~

~~1° le registre des usagers permettant d'assurer l'identification unique de toute personne à qui sont offerts des services de santé ou des services sociaux;~~

~~2° le registre des intervenants permettant d'assurer l'identification unique de tout intervenant du secteur de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*);~~

~~3° le registre des organismes permettant d'assurer l'identification unique de tout organisme du secteur de la santé et des services sociaux au sens de cette loi.~~

~~Ces registres peuvent également être utilisés à toute autre fin liée à l'organisation, à la planification, à la prestation de services ou à la fourniture de biens ou de services en matière de santé et de services sociaux.~~

~~Un règlement du ministre prévoit les modalités d'inscription à ces registres et les renseignements devant y être contenus.~~

~~« 524. — Lorsque le ministre a des motifs de croire que s'est produit un incident de confidentialité impliquant un renseignement personnel contenu dans le système national de dépôt de renseignements ou un registre visé à l'article 523 ou qu'un tel incident risque de se produire, il doit prendre les mesures raisonnables pour diminuer les risques qu'un préjudice soit causé et pour éviter que de nouveaux incidents de même nature ne se produisent.~~

~~Si l'incident présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, le ministre doit, avec diligence, aviser la Commission d'accès à l'information. Il doit également aviser l'organisme détenteur du renseignement concerné par l'incident, de même que toute personne dont un renseignement est concerné par l'incident, à défaut de quoi la Commission peut lui ordonner de le faire. Il peut également aviser toute personne, toute société ou tout organisme susceptible de diminuer ce risque et lui transmettre, sans le consentement de la personne concernée, tout renseignement personnel nécessaire à cette fin.~~

~~Malgré le deuxième alinéa, une personne dont un renseignement est concerné par l'incident n'a pas à être avisée tant que cela serait susceptible d'entraver une enquête faite par une personne ou par un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, de détecter ou de réprimer le crime ou les infractions aux lois.~~

~~Un règlement du gouvernement peut déterminer le contenu et les modalités des avis prévus au présent article.~~

~~Pour l'application du présent titre, on entend par « incident de confidentialité » un accès à un renseignement personnel ou toute autre utilisation ou communication d'un tel renseignement non autorisé par la loi, la perte d'un tel renseignement ou toute autre atteinte à sa protection.~~



~~« 525. — Lorsqu'il évalue le risque qu'un préjudice soit causé à une personne dont un renseignement est concerné par un incident de confidentialité, le ministre doit considérer notamment la sensibilité du renseignement concerné, les conséquences appréhendées de son utilisation et la probabilité qu'il soit utilisé à des fins préjudiciables.~~

~~« 526. — Le ministre doit tenir un registre des incidents de confidentialité. Un règlement du gouvernement peut déterminer la teneur de ce registre.~~

~~Sur demande de la Commission d'accès à l'information, une copie de ce registre lui est transmise.~~

~~« 527. — Le ministre peut assumer lui-même la gestion opérationnelle du système national de dépôt de renseignements et des registres visés à l'article 523 ou la confier, en tout ou en partie, à un gestionnaire opérationnel.~~

~~Le ministre ou, le cas échéant, le gestionnaire opérationnel doit :~~

~~1° mettre en place des mesures de sécurité propres à assurer la protection des renseignements de même que leur disponibilité en respectant, à l'égard des renseignements de santé et de services sociaux au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), les règles de gouvernance des renseignements de santé et de services sociaux visées à l'article 83 de cette loi et les règles particulières définies par le dirigeant réseau de l'information du secteur de la santé et des services sociaux en vertu de l'article 89 de cette loi;~~

~~2° surveiller de façon proactive les journaux des accès au système national de dépôt de renseignements.~~

~~Lorsqu'il confie, en tout ou en partie, la gestion opérationnelle du système ou d'un registre, le ministre conclut une entente écrite avec le gestionnaire opérationnel, laquelle doit notamment prévoir les obligations prévues au deuxième alinéa ainsi que les suivantes :~~

~~1° transmettre annuellement au ministre un rapport d'évaluation lui permettant notamment de valider les mesures de sécurité mises en place et d'évaluer l'efficience, la performance et les bénéfices résultant de l'institution du système;~~

~~2° aviser sans délai le ministre de tout incident de confidentialité.~~

~~L'entente prévoit également les cas, les conditions et les circonstances dans lesquels le gestionnaire opérationnel peut, après en avoir avisé le ministre, confier à un tiers par mandat ou par contrat de service ou d'entreprise, en tout ou en partie, les services d'hébergement, d'opération ou d'exploitation du système national de dépôt de renseignements ou d'un registre dont il a la gestion. Le gestionnaire doit alors respecter les articles 77 et 78 de la Loi sur les~~

renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, avec les adaptations nécessaires.

~~« 528. — Le ministre ou toute personne qu'il désigne peut, par une demande péremptoire notifiée par tout mode approprié, exiger de tout gestionnaire opérationnel, dans le délai raisonnable fixé, la production de tout renseignement ou de tout document permettant de vérifier le respect des obligations prévues par l'entente.~~

~~Le gestionnaire opérationnel visé par la demande doit, dans le délai fixé, s'y conformer, qu'il ait ou non déjà produit un tel renseignement ou un tel document en réponse à une demande semblable ou en vertu d'une obligation découlant de la présente loi ou de ses règlements.~~

~~« 529. — Le ministre ou un gestionnaire opérationnel à qui il confie la gestion de l'un des registres visés à l'article 523 peut requérir auprès des personnes ou des organismes suivants tout renseignement nécessaire à la tenue de ces registres ou à l'identification d'une personne, y compris d'un intervenant au sens de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), ou d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux au sens de cette loi :~~

~~1° la personne concernée;~~

~~2° l'ordre professionnel concerné, le cas échéant;~~

~~3° un organisme du secteur de la santé et des services sociaux;~~

~~4° toute autre personne ou tout autre organisme ou catégorie de personnes ou d'organismes désigné par règlement du ministre.~~

~~Ces personnes et ces organismes doivent transmettre au ministre ou, le cas échéant, au gestionnaire opérationnel qu'il désigne, les renseignements qu'il requiert et, par la suite, l'informer le plus tôt possible de toute modification apportée à ces renseignements. ».~~

**254.** ~~Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 531.0.1, du suivant :~~

~~« 531.0.2. Quiconque contrevient à une disposition déterminée par un règlement pris en vertu du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 522 commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 \$ à 25 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 7 500 \$ à 75 000 \$, dans les autres cas. ».~~

~~[...]~~

**259.** ~~L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « établi conformément à l'article 63 » par « tenu au moyen du système~~

~~national de dépôt de renseignements institué en vertu de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ».~~

~~**260.** Le chapitre II du titre III de cette loi, comprenant les articles 63 et 64, est abrogé.~~

~~[...]~~

~~**267.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 203 de la présente loi, la Régie de l'assurance maladie du Québec communique, sur demande, à un établissement, visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5), le nom du médecin de famille de tout usager afin de permettre à l'établissement de l'orienter vers les services appropriés.~~

~~À cette même fin, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 203 de la présente loi ou jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 253 de la présente loi, selon la première de ces dates, la Régie confirme ou infirme à un établissement, sur demande, qu'un usager est, ou non, inscrit au système visant à permettre à toute personne assurée, au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29), de se trouver un médecin qui accepte d'en assurer le suivi médical en collaboration, le cas échéant, avec d'autres professionnels de la santé et des services sociaux.~~

~~[...]~~

~~**269.** Les renseignements qui, à la date de l'entrée en vigueur de l'article 220 de la présente loi, sont contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques visées par la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé sont conservés par le ministre dans le système national de dépôt de renseignements institué en vertu de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, pour une durée de 12 ans suivant leur communication au gestionnaire opérationnel de ces banques.~~

~~[...]~~

~~**272.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application du septième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5) sont transférés au ministre et sont inscrits au registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès qu'il tient au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs~~

informationnels liés à ce registre sont transférés au ministre avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent.

**273.** ~~À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, les renseignements contenus dans le système visant à permettre à toute personne assurée, au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29), de se trouver un médecin qui accepte d'en assurer le suivi médical en collaboration, le cas échéant, avec d'autres professionnels de la santé et des services sociaux maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application du sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 2022, sont transférés au ministre aux fins du mécanisme équivalent qu'il met en place au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce système sont transférés au ministre avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent.~~

**274.** ~~À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, les renseignements contenus dans le système visant à permettre à toute personne assurée de prendre rendez-vous avec un professionnel de la santé et des services sociaux appartenant à une catégorie de professionnels et exerçant dans un lieu appartenant à une catégorie identifiées par le ministre maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application du sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec sont transférés au ministre aux fins du mécanisme équivalent qu'il met en place au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce système sont transférés au ministre avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent.~~

**275.** ~~À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 523 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des usagers maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application de l'article 74 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé sont transférés au ministre et sont inscrits au registre des usagers qu'il tient notamment afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés au ministre avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent.~~

**276.** ~~Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 523 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, la Régie de l'assurance maladie du Québec communique, sur demande, au ministre les renseignements contenus au registre~~

~~des usagers qu'elle maintient en application de l'article 74 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé afin qu'il puisse les utiliser à des fins liées à l'organisation, la planification, la prestation de services ou à la fourniture de biens ou de ressources en matière de santé ou de services sociaux.~~

**277.** ~~À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 523 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 252 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des intervenants maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application de l'article 85 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé sont transférés au ministre et sont inscrits au registre des intervenants qu'il tient notamment afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés au ministre avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent.~~

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1070.8 (articles 2, 10, 14, 21, 38, 39, 69, 77 et 103 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives)**

Insérer, après l'article 1070.7 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.8.** Cette loi est modifiée par le remplacement de « de santé ou les services sociaux », « de santé et des services sociaux », « de santé ou des services sociaux », « de santé ou de services sociaux », « de santé ou aux services sociaux », selon le cas, par « du domaine de la santé et des services sociaux » dans les dispositions suivantes :

1° le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 2;

2° l'article 10;

3° le deuxième alinéa des articles 14 et 21;

4° le paragraphe 1° de l'article 38;

5° l'article 39, partout où cela se trouve;

6° le deuxième alinéa de l'article 69;

7° le premier alinéa de l'article 77;

8° le deuxième alinéa de l'article 103. ».

### **Commentaires**

L'amendement apporte des modifications de concordance différents articles de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* afin de tenir compte des changements terminologiques proposés par la *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*.

**Articles 2, 10, 14, 21, 38, 39, 69, 77 et 103 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives**

2. Au sens de la présente loi, est un renseignement de santé et de services sociaux tout renseignement qui permet, même indirectement, d'identifier une personne et qui répond à l'une des caractéristiques suivantes :

1° il concerne l'état de santé physique ou mentale de cette personne et ses facteurs déterminants, y compris les antécédents médicaux ou familiaux de la personne;

2° il concerne tout matériel prélevé sur cette personne dans le cadre d'une évaluation ou d'un traitement, incluant le matériel biologique, ainsi que tout implant ou toute orthèse, prothèse ou autre aide suppléant à une incapacité de cette personne;

3° il concerne les services ~~de santé ou les services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** offerts à cette personne, notamment la nature de ces services, leurs résultats, les lieux où ils ont été offerts et l'identité des personnes ou des groupements qui les ont offerts;

4° il a été obtenu dans l'exercice d'une fonction prévue par la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2);

5° toute autre caractéristique déterminée par règlement du gouvernement.

De plus, un renseignement permettant l'identification d'une personne tels son nom, sa date de naissance, ses coordonnées ou son numéro d'assurance maladie est un renseignement de santé et de services sociaux lorsqu'il est accolé à un renseignement visé au premier alinéa ou qu'il est recueilli en vue de l'enregistrement, de l'inscription ou de l'admission de la personne concernée dans un établissement ou de sa prise en charge par un autre organisme du secteur de la santé et des services sociaux.

Malgré les premier et deuxième alinéas, un renseignement qui concerne un membre du personnel d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux ou un professionnel qui y exerce sa profession, y compris un étudiant ou un stagiaire, ou qui concerne un mandataire ou un prestataire de services d'un tel organisme n'est pas un renseignement de santé et de services sociaux lorsqu'il est recueilli à des fins de gestion des ressources humaines.

À moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « renseignement » utilisé sans qualificatif dans la présente loi désigne un renseignement de santé et de services sociaux.

[...]

**10.** Le droit d'une personne de recevoir des services ~~de santé et des services sociaux~~du domaine de la santé et des services sociaux ne peut être compromis par sa décision de ne pas consentir à l'utilisation ou à la communication d'un renseignement la concernant détenu par un organisme ou par sa volonté d'en restreindre ou d'en refuser l'accès en application des articles 7 ou 8.

[...]

**14.** Tout organisme qui recueille un renseignement auprès de la personne concernée doit, lors de sa collecte et par la suite sur demande, l'informer, en termes simples et clairs, des éléments suivants :

1° du nom de l'organisme qui recueille ce renseignement ou pour qui il est recueilli;

2° des fins pour lesquelles ce renseignement est recueilli;

3° des moyens par lesquels ce renseignement est recueilli;

4° de son droit d'avoir accès à ce renseignement et de le faire rectifier;

5° de la possibilité de restreindre ou de refuser l'accès à ce renseignement en application des articles 7 ou 8 ainsi que des modalités selon lesquelles elle peut manifester sa volonté à cet effet;

6° de la durée de conservation de ce renseignement.

Un organisme qui offre des services ~~de santé ou des services sociaux~~du domaine de la santé et des services sociaux n'a toutefois pas à informer la personne concernée des éléments prévus au premier alinéa chaque fois qu'il recueille un renseignement au cours d'un même épisode de soins s'il l'a déjà fait, au cours de cet épisode, en vue de toute collecte de renseignements prévisible.

De plus, malgré le premier alinéa, un organisme qui détient des dossiers ayant trait à l'adoption de personnes et qui recueille un renseignement relatif aux antécédents d'une personne visée dans l'un de ces dossiers ou un renseignement permettant de retrouver un parent d'origine ou une personne adoptée n'est pas tenu d'informer la personne concernée de l'usage auquel est destiné le renseignement.

Toute personne qui fournit un renseignement la concernant suivant le premier alinéa consent à son utilisation aux fins visées au paragraphe 2° de cet alinéa.

[...]

**21.** Malgré les articles 17 et 18, un mineur de moins de 14 ans n'a pas le droit d'être informé de l'existence d'un renseignement le concernant détenu par un organisme ni d'y avoir accès, sauf par l'intermédiaire de son avocat dans le cadre d'une procédure judiciaire.



Le premier alinéa n'a pas pour effet de restreindre les échanges dans le cours normal de l'offre de services ~~de santé et de services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** entre un tel mineur et un intervenant.

[...]

**38.** Un intervenant qui est un professionnel au sens du Code des professions peut être informé de l'existence d'un renseignement détenu par un organisme et y avoir accès dans les cas suivants :

1° il lui est nécessaire pour offrir à la personne concernée des services ~~de santé ou des services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux**;

2° il lui est nécessaire à des fins d'enseignement, de formation ou de pratique réflexive.

**39.** Un intervenant qui n'est pas un professionnel au sens du Code des professions peut être informé de l'existence d'un renseignement détenu par un organisme et y avoir accès aux conditions déterminées par un règlement du gouvernement dans les cas suivants :

1° il lui est nécessaire pour offrir à la personne concernée des services ~~de santé ou des services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux**;

2° il lui est nécessaire pour fournir des services de soutien technique ou administratif à un autre intervenant qui offre des services de santé ou des services sociaux à la personne concernée.

[...]

**69.** L'organisme détenteur d'un renseignement auquel un intervenant peut avoir accès en vertu de la section I du chapitre IV doit le lui communiquer.

L'intervenant ne conserve le renseignement ainsi communiqué que si cela est nécessaire aux services ~~de santé ou aux services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux** qu'il offre ou, le cas échéant, au respect de ses obligations professionnelles. L'organisme au sein duquel l'intervenant offre ces services est alors considéré détenteur du renseignement conservé.

[...]

**77.** Un organisme peut communiquer un renseignement qu'il détient à une personne ou à un groupement à qui il confie l'exercice d'un mandat ou avec qui il conclut un contrat de service ou d'entreprise, autre que celui visant la prestation de services ~~de santé ou de services sociaux~~ **du domaine de la santé et des services sociaux**, lorsque ce renseignement est nécessaire à l'exercice de ce mandat ou à l'exécution de ce contrat.

Un tel mandat ou un tel contrat doit être, selon le cas, confié ou conclu par écrit et, lorsque la personne ou le groupement à qui il est confié ou avec qui il est conclu n'est pas un organisme, prévoir, sous peine de nullité :

1° les dispositions de la présente loi qui s'appliquent au renseignement communiqué au mandataire ou à l'exécutant du contrat;

2° les mesures qui doivent être prises par la personne ou le groupement pour s'assurer, en tout temps, pendant la durée de l'exercice du mandat ou de l'exécution du contrat :

a) du respect de la confidentialité du renseignement;

b) de la protection de ce renseignement, lesquelles mesures doivent être conformes aux règles de gouvernance des renseignements visées à l'article 90 et aux règles particulières définies par le dirigeant réseau de l'information en vertu de l'article 97;

c) que ce renseignement ne soit utilisé que dans l'exercice du mandat ou l'exécution du contrat;

3° les obligations suivantes que doit respecter la personne ou le groupement qui exerce le mandat ou qui exécute le contrat :

a) transmettre à l'organisme, avant toute communication, un engagement de confidentialité complété par toute personne à qui le renseignement peut être communiqué ou qui peut l'utiliser dans l'exercice du mandat ou pour l'exécution du contrat;

b) utiliser uniquement des produits ou services technologiques autorisés par l'organisme pour recueillir le renseignement, le conserver, l'utiliser ou le communiquer lorsque le mandat est exercé ou lorsque le contrat est exécuté à distance;

c) aviser sans retard le responsable de la protection des renseignements de l'organisme de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une des obligations relatives à la protection du renseignement prévues par l'entente;

d) permettre à l'organisme d'effectuer toute vérification ou toute enquête relative à la protection du renseignement;

e) transmettre à l'organisme, sans frais, tout renseignement obtenu ou produit dans l'exercice du mandat ou l'exécution du contrat, et ce, chaque fois qu'il le requiert;

f) ne pas conserver le renseignement au terme du mandat ou du contrat et le détruire de façon sécuritaire.

La personne ou le groupement qui s'adjoit un tiers pour exercer un mandat ou pour exécuter un contrat de service ou d'entreprise doit en donner avis à l'organisme concerné. Le tiers est soumis aux mêmes obligations que celles qui sont imposées à la personne ou au groupement conformément au deuxième alinéa. Toutefois, l'engagement de confidentialité prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 3° de cet alinéa et l'avis prévu au sous-paragraphe c de ce paragraphe doivent être transmis par le tiers à cette personne ou à ce groupement.

[...]

**103.** Un organisme doit journaliser l'ensemble des accès aux renseignements qu'il détient ou de toutes autres utilisations de ces renseignements par tout membre de son personnel et par tout professionnel qui exerce sa profession au sein de l'organisme, y compris par tout étudiant et tout stagiaire, de même que l'ensemble des communications de tels renseignements. Cette journalisation doit permettre de savoir quel renseignement a fait l'objet d'un accès ou autrement a été utilisé ou a fait l'objet d'une communication, qui y a accédé ou autrement l'a utilisé ou en a reçu communication ainsi que la date et l'heure de cet accès, de cette utilisation ou de cette communication.

L'organisme transmet annuellement au ministre un rapport dont la forme et la teneur sont déterminées par ce dernier et qui concerne ces accès ou autres utilisations ou communications, à l'exclusion de ceux effectués par un intervenant dans un contexte d'offre de services de santé ou de services sociaux **du domaine de la santé et des services sociaux**. Le ministre transmet annuellement à la Commission d'accès à l'information une synthèse des rapports ainsi obtenus.

## AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

### LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

#### **ARTICLE 1070.9** (articles 42, 43, 56 et 57 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives)

Insérer, après l'article 1070.8 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.9.** Les articles 42, 43, 56 et 57 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives (2023, chapitre 15) sont abrogés. ».

#### **Commentaires**

L'amendement apporte une modification de concordance à la *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives* afin de tenir compte du rapatriement, dans le présent projet de loi, des dispositions relatives au système national de dépôt de renseignements.

#### **Articles 42, 43, 56 et 57 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives**

~~42. Cette loi est modifiée par la suppression, avant l'article 51, de ce qui suit :~~

~~« CHAPITRE I~~

~~« DISPOSITIONS GÉNÉRALES »~~

~~43. L'article 52 de cette loi, modifié par l'article 259 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2023, chapitre 5), est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :~~

~~« À la demande de l'auteur des directives, celles-ci sont versées au registre tenu par le ministre conformément au paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2). ».~~

~~56. L'article 521 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), édicté par l'article 253 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives~~

~~(2023, chapitre 5), est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 5° du deuxième alinéa et après « registre des directives médicales anticipées », de « et des demandes anticipées d'aide médicale à mourir ».~~

~~57. À compter de la date de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la présente loi et jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 260 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2023, chapitre 5) :~~

~~1° l'article 29.10 de la Loi concernant les soins de fin de vie (chapitre S-32.0001), édicté par l'article 20 de la présente loi, doit se lire comme suit :~~

~~« 29.10. Toute demande anticipée doit, pour être applicable, être versée au registre établi conformément à l'article 63 par le professionnel compétent qui prête assistance à la personne qui formule la demande ou, le cas échéant, par le notaire instrumentant. »;~~

~~2° l'article 52 de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en supprimant, dans le deuxième alinéa, « des directives médicales anticipées »;~~

~~3° le chapitre II du titre III de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en remplaçant ce qui précède l'article 63 par ce qui suit :~~

~~« TITRE III.1 « REGISTRE DES DIRECTIVES MÉDICALES ANTICIPÉES ET DES DEMANDES ANTICIPÉES D'AIDE MÉDICALE À MOURIR »;~~

~~4° l'article 63 de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en insérant, à la fin du premier alinéa, « et des demandes anticipées d'aide médicale à mourir »;~~

~~5° l'article 64 de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en insérant, après « directives médicales anticipées », « ou des demandes anticipées d'aide médicale à mourir ».~~

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1070.10** (article 59 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives)

Insérer, après l'article 1070.9 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1070.10.** L'article 59 de cette loi est modifié par le remplacement de « , du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° de l'article 30 et de l'article 56 » par « et du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° de l'article 30 ».

### **Commentaires**

L'amendement apporte une modification de concordance à la *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives* afin de tenir compte de l'amendement abrogeant l'article 56 de cette loi.

### **Article 59 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives**

**59.** Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 7 juin 2023, à l'exception :

[...]

2° de celles des articles 15, 17, 18 et 20, de l'article 21, en ce qu'il édicte le troisième alinéa de l'article 30 de la Loi concernant les soins de fin de vie, les articles 30.1 et 30.2 de cette loi et l'intitulé de la sous-section 5 de la section II du chapitre IV du titre II de cette loi, de l'article 22, en ce qu'il édicte les paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de l'article 31 de cette loi, ~~du sous-paragraphe b du paragraphe 2° de l'article 30 et de l'article 56 et du sous-paragraphe b du paragraphe 2° de l'article 30~~, qui entrent en vigueur à la date fixée par le gouvernement, laquelle ne peut être postérieure au 7 juin 2025;

[...]

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1075**

Remplacer le premier alinéa de l'article 1075 du projet de loi par le suivant :

« Les employés transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 de la présente loi continuent d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient avant leur transfert jusqu'à ce que, à la suite de la fusion prévue à l'article 1087 de la présente loi, le processus prévu aux articles 72 et suivants de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), applicable en vertu de l'article 1163.1 de la présente loi, soit complété et qu'une association soit accréditée pour les représenter. Sous réserve de l'article 1076 de la présente loi, les conditions de travail que ces employés avaient avant ce transfert continuent de s'appliquer, telles qu'elles peuvent être modifiées après ce transfert, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par des stipulations négociées et agréées suivant les dispositions du chapitre III de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2). ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à clarifier le premier alinéa de l'article 1075 du projet de loi afin de traiter distinctement la période pendant laquelle un employé transféré à Santé Québec continue d'être représenté par l'association qui le représentait avant le transfert et celle pendant laquelle ses conditions de travail antérieures au transfert survivront. Ce traitement distinct s'explique en raison de la période, prévue par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, pendant laquelle l'association nouvellement accréditée négociera des stipulations locales qui, à terme, permettront le remplacement complet des anciennes conditions de travail de l'employé transféré.

Cet amendement précise également que le processus prévu par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales est celui prévu aux articles 72 et suivants de cette loi plutôt qu'à l'article 12 par concordance avec le retrait de l'article 1099 et l'introduction de l'article 1163.1.

<b>Article 1075 du projet de loi tel que modifié</b>
--

**1075. Les employés transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 de la présente loi continuent d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient avant leur transfert jusqu'à ce que, à la suite de la fusion prévue à l'article 1087 de la présente loi, le processus prévu aux articles 72 et suivants de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), applicable en vertu de l'article 1163.1 de la présente loi, soit complété et qu'une association soit accréditée pour les représenter. Sous réserve de l'article 1076 de la présente loi, les conditions de travail que ces employés avaient avant ce transfert continuent de s'appliquer, telles qu'elles peuvent être modifiées après ce transfert, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par des stipulations négociées et agréées suivant les dispositions du chapitre III de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2).**~~Les employés transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 de la présente loi continuent d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient avant leur transfert et, sous réserve de l'article 1076 de la présente loi, les conditions de travail qu'ils avaient avant ce transfert continuent de s'appliquer, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce que, à la suite de la fusion prévue à l'article 1087 de la présente loi, le processus prévu aux articles 12 et suivants de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), applicable en vertu de l'article 1099 de la présente loi, soit complété et qu'une association soit accréditée pour les représenter.~~

Les conditions de travail d'un employé de Santé Québec transféré en vertu de l'article 1074 qui n'était pas régi par une convention collective et qui ne faisait pas partie du personnel d'encadrement avant son transfert continuent de s'appliquer, sous réserve de l'article 1076, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par un règlement du ministre pris en vertu de l'article 51.

Les conditions de travail d'un employé de Santé Québec transféré en vertu de l'article 1074 et qui faisait partie du personnel d'encadrement avant son transfert continuent de s'appliquer jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par un règlement du ministre pris en vertu de l'article 51.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1076**

Ajouter, à la fin de l'article 1076 du projet de loi, l'alinéa suivant :



« Le titre d'emploi et les libellés correspondants d'un employé visé au premier ou au deuxième alinéa de l'article 1075 peuvent faire l'objet du remplacement prévu au premier alinéa, même si l'employé concerné ne satisfait pas aux conditions nécessaires pour avoir un titre d'emploi prévu à la nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux. ».

### **Commentaires**

Cet amendement apporte à l'article 1076 du projet de loi une modification visant à préserver certains droits acquis par des employés dont l'expérience a été reconnue, au sein de la fonction publique, comme équivalant à un certain niveau de scolarité devant être détenu pour certains titres d'emploi dans le réseau de la santé et des services sociaux.

#### **Article 1076 du projet de loi tel que modifié**

**1076.** Les titres d'emploi et les libellés correspondants prévus par les conventions collectives ou les conditions de travail des employés visés aux premier et deuxième alinéas de l'article 1075 avant qu'ils ne soient transférés à Santé Québec en vertu de l'article 1074 sont remplacés par les titres d'emploi et les libellés équivalents parmi ceux prévus à la nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux. Si aucun titre d'emploi n'est équivalent, d'autres titres d'emploi peuvent être créés par le ministre selon le mécanisme de modifications à cette nomenclature prévue par les conventions collectives applicables aux salariés du réseau de la santé et des services sociaux.

Les employés transférés sont intégrés dans l'échelle de salaire de leur nouveau titre d'emploi à l'échelon dont le taux de salaire horaire est égal ou immédiatement supérieur à leur taux de salaire avant leur intégration. Les règles prévues par les conditions de travail de ces employés relatives aux personnes salariées hors taux ou hors échelle s'appliquent, le cas échéant.

**Le titre d'emploi et les libellés correspondants d'un employé visé au premier ou au deuxième alinéa de l'article 1075 peuvent faire l'objet du remplacement prévu au premier alinéa, même si l'employé concerné ne satisfait pas aux conditions nécessaires pour avoir un titre d'emploi prévu à la nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux.**

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1077**

À l'article 1077 du projet de loi :

1° dans le premier alinéa :

a) insérer, après « Santé Québec », « affecté à la réalisation de tâches ailleurs qu'au sein d'un établissement »;

b) remplacer, « de la fusion » par « du regroupement »;

2° remplacer le deuxième alinéa par le suivant :

« Pour l'application de la présente partie, la date de l'entrée en vigueur de l'article 1066.9 est appelée « jour du regroupement ». ».

### **Commentaires**

Cet amendement apporte à l'article 1077 des modifications par concordance avec l'introduction de l'article 1163.1 qui prévoit que le processus de regroupement des unités de négociation au sein de Santé Québec en six unités conformes aux dispositions de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales débutera au moment où entreront en vigueur les dispositions du projet de loi qui modifient cette loi afin de prévoir ces six catégories. Cette date d'entrée en vigueur pourra être postérieure à la fusion prévue à l'article 1087 du projet de loi.

#### **Article 1077 du projet de loi tel que modifié**

**1077.** Malgré la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, il peut y avoir plus d'une association de salariés accréditée représentant une catégorie de personnel de Santé Québec affecté à la réalisation de tâches ailleurs qu'au sein d'un établissement entre la date de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la présente loi et le jour du regroupement de la fusion.

Pour l'application de la présente partie, la date de l'entrée en vigueur de l'article 1066.9 est appelée « jour du regroupement ».

Pour l'application de la présente partie, la date de la fusion prévue à l'article 1087 est appelée « jour de la fusion ».

## AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

### LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

#### **ARTICLE 1083**

Ajouter, à la fin de l'article 1083 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Pour l'application de la présente partie, la date de la fusion prévue à l'article 1087 est appelée « jour de la fusion ». ».

#### **Commentaires**

Par concordance avec le remplacement du deuxième alinéa de l'article 1077 du projet de loi, cet amendement introduit à l'article 1083 du projet de loi, la définition du « jour de la fusion ».

#### **Article 1083 du projet de loi tel que modifié**

**1083.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu de l'article 51 et sous réserve du troisième alinéa de l'article 1075, les normes et barèmes qui doivent être suivis par Santé Québec pour la sélection, la nomination, l'engagement, la rémunération et les autres conditions de travail des membres de son personnel sont ceux prévus, le cas échéant, aux dispositions du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux (chapitre S-4.2, r. 5.1) ou du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux hors-cadres des agences et des établissements publics de santé et de services sociaux (chapitre S-4.2, r. 5.2), tels qu'ils se lisaient la veille du jour de la fusion.

**Pour l'application de la présente partie, la date de la fusion prévue à l'article 1087 est appelée « jour de la fusion ».**

## AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

### LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

## **ARTICLE 1084.1**

Insérer, après l'article 1084 du projet de loi, le suivant :

« **1084.1.** Un réseau universitaire intégré de santé visé à l'article 436.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux devient, à compter du jour de la fusion, un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux visé à l'article 364 de la présente loi.

Les limites des réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux visés à l'article 364 de la présente loi correspondent à celles qui étaient délimitées la veille du jour de la fusion, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées en vertu de cet article. ».

## **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que le découpage des réseaux universitaires intégrés de santé qui existe actuellement demeure le même.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1084.2**

Insérer, après l'article 1084.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1084.2.** Le comité de direction d'un réseau universitaire intégré de santé visé à l'article 436.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux devient, à compter du jour de la fusion, le comité de direction du réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux visé à l'article 366 de la présente loi.

Le comité de direction dispose d'un an à compter du jour de la fusion pour rendre sa composition conforme à l'article 366. En cas de défaut, le président du réseau peut prendre toute mesure nécessaire à cette fin. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que les personnes qui composent le comité de direction des réseaux universitaires intégrés de santé demeurent sur ce comité après la fusion des établissements au sein de Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1085**

Remplacer l'article 1085 du projet de loi par le suivant :

« **1085.** Les renseignements contenus au registre national sur les incidents et accidents constitué par le ministre en application du paragraphe 6.2° du deuxième alinéa de l'article 431 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, autres que ceux relatifs aux accidents et incidents survenus sur le territoire visé à la partie IV.1 ou IV.3 de cette loi, sont transférés, le jour de la fusion, à Santé Québec et sont versés au registre national des incidents et des accidents de Santé Québec aux fins de l'application de l'article 70 de la présente loi. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à remplacer l'article 1085 du projet de loi afin que le registre national sur les incidents et les incidents constitué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux continue d'exister pour les territoires visés par les parties IV.1 et IV.3 de cette loi, mais que la partie de son contenu qui ne concerne pas ces territoires soit transférée au registre correspondant prévu par la loi nouvelle.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1085.1**

Insérer, après l'article 1085 du projet de loi, le suivant :

« **1085.1.** Le conseil d'administration de Santé Québec établit les modalités prévues au deuxième alinéa de l'article 68 pour la formation du premier comité national des usagers. ».

### **Commentaires**

Cet amendement introduit une disposition de nature transitoire afin d'assurer qu'il existe des modalités qui permettront la désignation des trois personnes désignées par et parmi les membres des comités des usagers des établissements publics et privés ainsi que de dresser la liste de noms devant être fournie par les organismes représentatifs des membres des comités des usagers afin de permettre la formation du premier comité national des usagers.

Après la formation de ce comité, il lui appartiendra de déterminer ces modalités en vertu de l'article 68.



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1085.2**

Insérer, après l'article 1085.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1085.2.** Les règles relatives à la divulgation de toute l'information nécessaire lorsque survient un accident prévues par un règlement du conseil d'administration d'un établissement fusionnant en vertu de l'article 235.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux continuent de s'appliquer au sein de l'établissement fusionné jusqu'à ce que Santé Québec adopte les règles applicables en vertu de l'article 72 de la présente loi.

Les établissements fusionnants et fusionnés sont ceux visés à l'article 1088 de la présente loi. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à reconduire les règles existantes relatives à la divulgation à un usager, au représentant d'un usager mineur ou majeur inapte ou, en cas de décès d'un usager, à une personne qui lui est liée de toute information nécessaire lorsque survient un accident, jusqu'à ce que de nouvelle règle en cette matière soient prévues par Santé Québec en vertu de l'article 72.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1086.1**

Insérer, avant l'article 1087 du projet de loi, l'article suivant :

« **1086.1.** Le ministre forme un comité de transition en vue de faciliter la mise en œuvre de la présente loi, notamment afin de préparer la fusion prévue à l'article 1087 et, à la suite de celle-ci, l'organisation de Santé Québec.

Le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux est membre d'office du comité.

Le gouvernement établit le mandat du comité, de même que les éléments du plan de transition que celui-ci doit établir.

Le comité transmet au ministre le rapport de ses activités dans la forme et selon la teneur et la périodicité ou à l'époque que détermine le gouvernement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement prévoit la mise en place du comité de transition.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1089.1**

Insérer, après l'article 1089 du projet de loi, le suivant :

« **1089.1.** Malgré l'article 1089, les droits et obligations liés aux emprunts obligataires du Centre hospitalier universitaire Ste-Justine, du Centre universitaire de santé McGill et du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, y incluant le fonds d'amortissement relatif à chacun de ces emprunts, deviennent ceux du gouvernement.

Ces emprunts obligataires sont des emprunts visés à l'article 10 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001). ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à introduire une disposition qui prévoit, par dérogation à l'article 1089 du projet de loi, que le gouvernement succédera au Centre hospitalier universitaire Ste-Justine, au Centre universitaire de santé McGill et au Centre hospitalier de l'Université de Montréal en ce qui concerne leurs droits et obligations liés à des emprunts obligatoires.

Comme ces emprunts deviennent des emprunts du gouvernement, le deuxième alinéa de l'article 1089.1 leur rend applicable l'article 10 de la Loi sur l'administration financière afin qu'ils grèvent le fonds consolidé du revenu comme tout autre emprunt ou autre dette contracté par le gouvernement.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1089.2**

Insérer, après l'article 1089.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1089.2.** Santé Québec est réputée débitrice, pour chacun des emprunts obligataires mentionnés à l'article 1089.1, d'un prêt du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement institué par la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01), aux mêmes conditions et modalités que celles applicables à ces emprunts, ainsi que des versements à chacun des fonds d'amortissement y afférent.

Le fonds de financement est réputé avoir reçu, pour chacun des prêts visés au premier alinéa, aux mêmes conditions et modalités, une avance du fonds général. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à introduire un article qui complète l'article 1089.1 précédemment introduit par amendement.

Puisqu'en vertu de l'article 1089.1 les droits et les obligations de certains établissements relatifs à des emprunts deviennent ceux du gouvernement, Santé Québec, qui succède à ces établissements, est libérée de ces obligations. L'article 1089.2 prévoit donc que Santé Québec devient débitrice envers le ministre des Finances d'obligations correspondant à celles dont elle est libérée par l'effet de l'article 1089.1.

L'article 1089.2 vise donc le maintien de la situation financière de Santé Québec tout en prévoyant une contrepartie aux obligations que le gouvernement assume et dont est libérée Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1094**

Remplacer l'article 1094 du projet de loi par le suivant :

« **1094.** Les comités d'usagers énumérés ci-dessous continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été institués pour un établissement fusionné en vertu de l'article 143 de la présente loi et ils exercent les responsabilités qu'elle leur confère :

1° le comité des usagers qui, la veille du jour de la fusion, était institué en application de l'article 209 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour un établissement non fusionné ou pour l'établissement public visé au premier alinéa de l'article 1087 de la présente loi;

2° le comité des usagers qui, la veille du jour de la fusion, était institué pour un centre intégré de santé et de services sociaux visé au premier alinéa de l'article 1087 de la présente loi et dont la composition est prévue au premier alinéa de l'article 60 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales.

De plus, les comités des usagers dont l'existence a été maintenue en application de l'article 203 de cette loi continuent d'exister après la fusion comme

s'ils avaient été formés au sein du comité des usagers de l'établissement fusionnant concerné en vertu du troisième alinéa de l'article 145 de la présente loi.

Enfin, les comités des résidents qui, la veille du jour de la fusion, étaient institués pour un établissement fusionnant continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été institués pour un établissement fusionné en vertu de l'article 144 de la présente loi et ils exercent les responsabilités qu'elle leur confère. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à clarifier l'article 1094 du projet de loi afin que tous les comités des usagers et tous les comités des résidents existant dans un établissement fusionnant la veille du jour de la fusion continuent leur existence dans l'établissement issue de la fusion et exerce les fonctions que la loi nouvelle lui confère.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1098.1**

Insérer, après l'article 1098 du projet de loi, le suivant :

« **1098.1.** Malgré le paragraphe 1° de l'article 46, tout dirigeant qui, la veille du jour de la fusion, peut exercer le pouvoir d'emprunt d'un établissement fusionnant dans le cadre d'un régime d'emprunts institué en vertu de l'article 78 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) continue, à compter du jour de la fusion, à exercer ce pouvoir pour Santé Québec dans le cadre du même régime d'emprunts, jusqu'à ce qu'un premier régime d'emprunts soit institué par Santé Québec.

Le premier alinéa n'a pas pour effet d'empêcher le conseil d'administration de Santé Québec de retirer à un dirigeant l'exercice du pouvoir d'emprunt prévu au premier alinéa avant même l'institution d'un premier régime d'emprunts. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ce que les régimes d'emprunts institués par les établissements fusionnants se continuent après la fusion afin que les dirigeants qui, dans le cadre de ces régimes, pouvaient exercer le pouvoir d'emprunt d'un tel établissement, puisse exercer ce même pouvoir pour Santé Québec jusqu'à l'institution du premier régime d'emprunts de Santé Québec.

Le second alinéa de l'article 1098.1 que propose l'amendement vise à préserver le contrôle du conseil d'administration de Santé Québec sur l'exercice de ses pouvoirs d'emprunt même avant l'institution de son premier régime d'emprunts.

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1099**

Retirer l'article 1099 du projet de loi.

#### **Commentaires**

Cet amendement propose le retrait de l'article 1099 du projet de loi par concordance avec l'introduction d'un article 1163.1.

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1100**

Retirer l'article 1100 du projet de loi.

#### **Commentaires**

Cet amendement propose le retrait de l'article 1100 du projet de loi par concordance avec l'introduction d'un article 1163.2.

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1111.1**

Insérer, après l'article 1111 du projet de loi, le suivant :

« **1111.1.** Le conseil d'administration de Santé Québec peut demander le retrait de la partie de la reconnaissance qu'elle est réputée, en vertu de l'article 1111, avoir obtenue à l'égard d'une installation lorsque, dans l'hypothèse où cette installation serait la seule exploitée par un établissement, cet établissement ne satisferait pas à la condition lui permettant d'obtenir une reconnaissance en vertu du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

Avant de demander un tel retrait, le conseil d'administration de Santé Québec doit consulter le comité national formé en application de l'article 349 ainsi que le comité régional formé, en application de l'article 350, pour la région sociosanitaire où est située l'installation visée par la demande.

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française sont, pour le reste, applicables à la demande formulée en application du premier alinéa. ».

### **Commentaire**

Cet amendement vise à prévoir, pour les installations à l'égard desquelles Santé Québec est réputée avoir obtenue une reconnaissance en vertu de la Charte de la langue française, les circonstances pouvant justifier une demande de retrait d'une telle reconnaissance. Il précise également les comités devant être consultés préalablement à cette demande de retrait.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1113**

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 1113 du projet de loi et après « réputé désigné », « à ce même titre ».

### **Commentaires**

Cet amendement modifie l'article 1113 du projet de loi en concordance avec l'ajout au projet de loi de la possibilité pour le ministre d'accorder une désignation de centre affilié universitaire.



### **Article 1113 du projet de loi tel que modifié**

**1113.** L'établissement qui, la veille du jour de la fusion, exploitait un centre hospitalier désigné centre hospitalier universitaire conformément à l'article 88 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé désigné à ce même titre en vertu de l'article 357 de la présente loi jusqu'à la date qui suit de trois ans le jour de la fusion, à moins qu'avant cette date, cette désignation ne soit retirée ou que l'établissement ne soit désigné en vertu de cet article 357.

Le contrat d'affiliation, visé à l'article 110 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, conclu par cet établissement avec une université avant le jour de la fusion, s'il n'est pas conforme à l'article 355 de la présente loi, cesse d'avoir effet à la date prévue au premier alinéa, à moins qu'il n'ait déjà pris fin.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1113.1**

Insérer, après l'article 1113 du projet de loi, le suivant :

« **1113.1.** L'établissement qui, la veille du jour de la fusion, exploitait un centre hospitalier désigné centre affilié universitaire conformément à l'article 91 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est réputé désigné à ce même titre en vertu de l'article 357 de la présente loi jusqu'à la date qui suit de trois ans le jour de la fusion, à moins qu'avant cette date, cette désignation ne soit retirée ou que l'établissement ne soit désigné en vertu de cet article 357.

Le contrat d'affiliation, visé à l'article 110 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, conclu par cet établissement avec une université avant le jour de la fusion, s'il n'est pas conforme à l'article 355 de la présente loi, cesse d'avoir effet à la date prévue au premier alinéa, à moins qu'il n'ait déjà pris fin. ».

### **Commentaires**

Cet amendement propose l'introduction dans le projet de loi d'un article en concordance avec l'amendement proposé à l'article 357 du projet de loi qui ajoute la possibilité pour un établissement d'être désigné centre affilié universitaire.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1115**

À l'article 1115 du projet de loi :

- 1° insérer, après « affilié universitaire », « , autre qu'un centre hospitalier, »;
- 2° supprimer « centre hospitalier universitaire en vertu de l'article 357 de la présente loi ou ».

### **Commentaires**

Cet amendement modifie l'article 1115 du projet de loi en concordance avec l'ajout au projet de loi de la possibilité pour le ministre d'accorder une désignation de centre affilié universitaire.

#### **Article 1115 du projet de loi tel que modifié**

**1115.** L'établissement qui, la veille du jour de la fusion, exploitait un centre désigné centre affilié universitaire, **autre qu'un centre hospitalier,** conformément à l'article 91 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux demeure désigné ainsi jusqu'à la date qui suit de trois ans le jour de la fusion, à moins qu'avant cette date, cette désignation ne soit retirée ou que cet établissement ne soit désigné ~~**centre hospitalier universitaire en vertu de l'article 357 de la présente loi ou**~~ institut universitaire en vertu de l'article 358 de la présente loi.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

# LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

## **ARTICLE 1123**

À l'article 1123 du projet de loi :

1° ajouter, à la fin du premier alinéa, la phrase suivante : « Dans le cas du titulaire d'un permis de centre médical spécialisé, il est autorisé jusqu'à la fin de la période de validité de ce permis »;

2° insérer, à la fin du troisième alinéa, « , jusqu'à la fin de la période de validité de ce certificat ».

## **Commentaires**

Cet amendement précise que les présomptions établies par les premier et troisième alinéa de l'article 1123 du projet de loi afin que, dans le cas du titulaire d'un permis de centre médical spécialisé et du titulaire d'un certificat de conformité d'une résidence privée pour aînés, elles n'aient pas pour effet de prolonger la validité du permis ou du certificat.

Une telle précision est déjà prévue au deuxième alinéa.

### **Texte modifié de l'article 1123 du projet de loi**

**1123.** Le titulaire d'un permis de centre médical spécialisé ou d'établissement privé délivré en vertu de l'article 437 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et qui était en vigueur la veille du jour de la fusion est réputé être autorisé à exploiter, selon le cas, un centre médical spécialisé ou un établissement privé en application, respectivement, des articles 481 et 485 de la présente loi. **Dans le cas du titulaire d'un permis de centre médical spécialisé, il est autorisé jusqu'à la fin de la période de validité de ce permis.**

Le titulaire d'une attestation temporaire de conformité délivrée en vertu du deuxième alinéa de l'article 346.0.3 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement déterminée par règlement du gouvernement en application de l'article 346.0.21 de cette loi et qui était en vigueur la veille du jour de la fusion est réputé être autorisé à commencer l'exploitation, selon le cas, d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement en application, respectivement, des articles 483 et 484 de la présente loi, jusqu'à la fin de la période de validité de cette attestation.

Le titulaire d'un certificat de conformité délivré en vertu du deuxième alinéa de l'article 346.0.4 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour l'exploitation d'une résidence privée pour aînés ou d'une ressource offrant de l'hébergement déterminée par règlement du gouvernement en application de l'article 346.0.21 de cette loi et qui était en vigueur la veille du jour de la fusion est réputé être autorisé à exploiter, selon le cas, une résidence privée pour aînés ou une ressource offrant de l'hébergement en application, respectivement, des articles 483 et 484 de la présente loi, **jusqu'à la fin de la période de validité de ce certificat.**

L'organisme communautaire titulaire d'une autorisation pour offrir des services d'interruption de grossesse délivrée en vertu de l'article 338.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et qui était en vigueur la veille du jour de la fusion est réputé être autorisé à cette fin en application de l'article 486 de la présente loi.

Santé Québec délivre un document qui atteste cette autorisation.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1126**

Remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1° de l'article 1126 du projet de loi, « été révoquée » par « fait l'objet d'une révocation forcée ».

### **Commentaires**

Cet amendement apporte à l'article 1126 du projet de loi une modification afin d'en assurer la concordance avec l'article 532.1 qui prévoit que la révocation peut être volontaire ou forcée. L'article 489 auquel renvoi l'article 1126 du projet de loi a fait l'objet de la même modification.

### **Texte du premier alinéa de l'article 1126 du projet de loi tel qu'amendé**

**1126.** Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 489 de la présente loi, sont assimilés à une autorisation qui a **fait l'objet d'une révocation forcée** été révoquée ou qui n'a pas été renouvelée :

1° le permis qui a été révoqué ou dont le renouvellement a été refusé en vertu de l'article 446 ou 446.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

2° l'attestation temporaire de conformité ou le certificat de conformité qui a été révoqué ou dont le renouvellement a été refusé en vertu de l'article 346.0.11 de cette loi;

3° l'autorisation visée à l'article 338.1 de cette loi qui a été révoquée en vertu de l'article 446.1 de cette loi..

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1128.1**

Insérer, après l'article 1128 du projet de loi, le suivant :

« **1128.1.** L'administration provisoire d'une ressource intermédiaire ou d'une résidence privée pour aînés assumée par un établissement de santé et de services sociaux la veille du jour de la fusion en vertu, respectivement, des articles 309.1 et 346.0.10.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est assumée par Santé Québec à compter du jour de la fusion, conformément au chapitre III du titre II de la partie VI de la présente loi. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à assurer la continuité des administrations provisoires en cours au moment où entreront en vigueur les dispositions du projet de loi concernant les administrations provisoires, à cette fin, il prévoit que l'administration est assumée par Santé Québec plutôt que par l'établissement de santé et de services sociaux.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1130**

Insérer, dans l'article 1130 du projet de loi et après « un patient sous », « sédation-analgésie profonde ou modérée ou sous » partout où cela se trouve.

### **Commentaires**

Cet amendement apporte à l'article 1130 du projet de loi deux modifications par concordance avec les modifications apportées par amendement à l'article 507 qui autorisent le titulaire de l'autorisation pour l'exploitation d'un centre médical spécialisé à permettre à un dentiste de fournir, au sein du centre, des services dentaires requérant une sédation-analgésie profonde ou modérée.

#### **Texte de l'article 1130 du projet de loi tel qu'amendé**

**1130.** Malgré l'article 566, l'exploitant d'un cabinet privé de professionnel peut, sans être titulaire d'une autorisation exigée en vertu de l'article 481, offrir des services dentaires à un patient sous **sédation-analgésie profonde ou modérée ou sous** anesthésie générale lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*), il offrait de tels services conformément à une entente conclue avec un établissement public;

2° à compter du (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), il offre de tels services dans la seule mesure prévue par une entente conclue avec cet établissement ou avec Santé Québec dès le jour de la fusion.

L'entente visée au paragraphe 2° du premier alinéa doit prévoir des dispositions assurant à l'usager des services d'une qualité et d'une sécurité correspondant à celles des services qu'il aurait reçus dans l'établissement.

Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 566 de la présente loi, l'exploitant d'un cabinet privé de professionnel au sens du deuxième alinéa de l'article 95 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux peut, malgré l'article 333.1.1 de cette loi, offrir des services dentaires à un patient sous **sédation-analgésie profonde ou modérée ou sous** anesthésie générale sans

être titulaire du permis requis en application de l'article 437 de cette loi lorsque les conditions prévues au premier alinéa sont remplies.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

##### **ARTICLE 1132.1**

Insérer, après l'article 1132 du projet de loi, le suivant :

« **1132.1.** Dans le Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés (chapitre S-4.2, r. 0.01) ou le Règlement sur la certification des ressources communautaires ou privées offrant de l'hébergement en dépendance (chapitre S-4.2, r. 0.1), une référence à un exploitant est une référence à un titulaire d'une autorisation délivrée par Santé Québec en vertu, selon le cas, de l'article 483 ou de l'article 484 de la présente loi, sauf dans les dispositions suivantes :

1° les articles 9 et 12 du Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés;

2° les articles 1 et 83 du Règlement sur la certification des ressources communautaires ou privées offrant de l'hébergement en dépendance. ».

##### **Commentaires**

Cet amendement vise à préciser, dans les cas applicables et afin d'éviter toute confusion à cet égard, la personne qui doit respecter les obligations et interdictions prévues au Règlement sur la certification des résidences privées pour aînés et au Règlement sur la certification des ressources communautaires ou privées offrant de l'hébergement en dépendance, en l'occurrence le titulaire d'une autorisation délivrée par Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

##### **ARTICLE 1132.2**



Insérer, après l'article 1132.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1132.2.** Un cabinet privé de professionnel qui, la veille du jour de la fusion, offrait les services visés au premier alinéa de l'article 338.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux conformément à une entente prévue à l'article 108 de cette loi peut, à compter du jour de la fusion, continuer d'offrir de tels services conformément à une entente prévue à son article 445, sans qu'il ne soit nécessaire d'obtenir toute autorisation prévue par les dispositions du chapitre I du titre I de la partie VI. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à préciser que certains cabinets privés de professionnels peuvent continuer à offrir des services d'interruption volontaire de grossesse sans qu'une autorisation prévue au chapitre I du titre I de la partie VI ne soit nécessaire, lorsque ces services sont rendus conformément à une entente conclue avec un établissement ou, en vertu du projet de loi, avec Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

##### **ARTICLE 1137**

Retirer l'article 1137 du projet de loi.

##### **Commentaires**

L'article 1137 du projet de loi n'est pas nécessaire considérant l'article 1136 du projet de loi qui prévoit notamment que les comités de révision demeurent compétents jusqu'à ce que le conseil d'administration de Santé Québec établisse la compétence de ceux-ci conformément à l'article 616 du projet de loi. Il convient donc de le retirer.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

##### **SECTION 0.I ET ARTICLE 1148.1**

Insérer, après l'intitulé du chapitre VIII du titre I de la partie VII du projet de loi, ce qui suit :

##### **« SECTION 0.I**

**DOSSIERS DES USAGERS ET SYSTÈME NATIONAL DE DÉPÔT DE  
RENSEIGNEMENTS**

**« 1148.1.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 238 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2023, chapitre 5), les articles 17 à 28 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux tels qu'ils se lisaient la veille du jour de la fusion s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux dossiers des usagers de Santé Québec.

De plus, jusqu'à la date qui suit de deux ans celle de l'entrée en vigueur de l'article 249 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, Santé Québec doit communiquer au ministre les renseignements contenus dans ces dossiers, personnels ou non, qui concernent les besoins et la consommation de services déterminés par un règlement du gouvernement pris en vertu du paragraphe 26° du premier alinéa de l'article 505 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. ».

### **Commentaire**

D'une part, le présent amendement prévoit que les articles 17 à 28 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, qui encadrent les dossiers des usagers dans établissement visés par cette loi, seront également applicables aux dossiers des établissements visés par la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, et ce, jusqu'à ce que la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, qui prévoit de nouvelles règles en cette matière, soit en vigueur.

D'autre part, il reprend l'article 271 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* en prévoyant le maintien de certaines communications de renseignements actuellement prévues pour une durée de deux ans suivant afin de permettre leur réexamen au regard des nouveaux mécanismes prévus par cette loi.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.2**

Insérer, après l'article 1148.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.2.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 10.3.4 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2), édicté par l'article 217 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, la référence à l'un des organismes qui assurent la coordination des dons d'organes ou de tissus et qui sont désignés par le ministre conformément à l'article 10.3.4 de la Loi sur le ministère de la Santé et

des Services sociaux (chapitre M-19.2) contenue à l'article 163 de la présente loi est une référence à un tel organisme visé par le ministre conformément à l'article 2.0.11 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5).

De plus, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la présente loi, la référence au système national de dépôt contenue à l'article 163 de la présente loi est une référence au registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès tenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec. »

### **Commentaire**

Le présent amendement propose une disposition transitoire pour permettre la transition entre le registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès tenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec et le mécanisme aux mêmes fins qui sera prévu dans le système national de dépôt. Il prévoit que l'article 163 du présent projet de loi, qui réfère à ce mécanisme, réfèrera au registre actuel, jusqu'à ce que le nouveau mécanisme soit en place.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.3**

Insérer, après l'article 1148.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.3.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès tenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application du septième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec sont transférés au ministre et sont inscrits au registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès que Santé Québec tient pour son compte au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés au ministre avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Cet amendement prévoit le transfert au ministre de la Santé des renseignements contenus au registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus après le décès maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec aux fins du mécanisme équivalent qui sera prévu, pour son compte, au système national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application du paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 66.1 du présent projet de loi. Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce registre seront aussi transférés au ministre.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.4**

Insérer, après l'article 1148.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.4.** À compter de la date de l'entrée en vigueur de l'article 20 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives (2023, chapitre 15) et jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 1065.3 de la présente loi :

1° l'article 29.10 de la Loi concernant les soins de fin de vie (chapitre S-32.0001), édicté par l'article 20 de la Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives, doit se lire comme suit :

« **29.10.** Toute demande anticipée doit, pour être applicable, être versée au registre établi conformément à l'article 63 par le professionnel compétent qui prête assistance à la personne qui formule la demande ou, le cas échéant, par le notaire instrumentant. »;

2° l'article 52 de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en supprimant, dans le deuxième alinéa, « des directives médicales anticipées »;

3° le chapitre II du titre III de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en remplaçant ce qui précède l'article 63 par ce qui suit :

#### **« TITRE III.1**

« REGISTRE DES DIRECTIVES MÉDICALES ANTICIPÉES ET DES DEMANDES ANTICIPÉES D'AIDE MÉDICALE À MOURIR »;

4° l'article 63 de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en insérant, à la fin du premier alinéa, « et des demandes anticipées d'aide médicale à mourir »;

5° l'article 64 de la Loi concernant les soins de fin de vie doit se lire en insérant, après « directives médicales anticipées », « ou des demandes anticipées d'aide médicale à mourir ». ».

### **Commentaire**

L'amendement a pour but de prévoir une règle transitoire dans la mesure où les dispositions de la *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives* qui concernent les demandes anticipées d'aide médicale à mourir entreraient en vigueur avant que n'entrent en vigueur l'article 1065.3 de la présente loi, lequel abroge le chapitre II du titre III de la *Loi concernant les soins de fin de vie*.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.5**

Insérer, après l'article 1148.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.5.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des directives médicales anticipées établi et maintenu par le ministre en application du premier alinéa de l'article 63 de la Loi concernant les soins de fin de vie sont transférés à Santé Québec aux fins du registre équivalent qu'elle met en place au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Cet amendement prévoit le transfert à Santé Québec des renseignements contenus au registre des directives médicales anticipées établi et maintenu par le ministre de la Santé aux fins du mécanisme équivalent qui sera prévu au système

national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application du paragraphe 6° du deuxième alinéa de 66.1 du présent projet de loi.

Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce guichet seront aussi transférés à Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.6**

Insérer, après l'article 1148.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.6.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la présente loi, les renseignements contenus dans le système visant à permettre à toute personne assurée de se trouver un médecin mis en place par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application du sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 2022 et par l'article 231 chapitre 5 des lois de 2023, sont transférés à Santé Québec aux fins du mécanisme équivalent qu'elle met en place au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce système sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Cet amendement prévoit le transfert à Santé Québec des renseignements contenus au Guichet d'accès à un médecin de famille maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec aux fins du mécanisme équivalent qui sera prévu au système national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 66.1.

Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce guichet seront aussi transférés à Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.7**

Insérer, après l'article 1148.6 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.7.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 203 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives ou jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la présente loi, selon la première de ces dates, la Régie de l'assurance maladie du Québec confirme ou infirme à Santé Québec ou à un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec, sur demande et afin de lui permettre d'orienter un usager vers les services appropriés, que cet usager est, ou non, inscrit au système visant à permettre à toute personne assurée de se trouver un médecin prévu au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 2022 et par l'article 231 chapitre 5 des lois de 2023. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement reprend et adapte le deuxième alinéa de l'article 267 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Il a pour but de permettre à la Régie de l'assurance maladie du Québec de communiquer à Santé Québec ou à un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec l'identité du médecin de famille d'un usager ou, selon le cas, l'information à l'effet qu'il est inscrit ou non au Guichet d'accès à un médecin de famille.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.8**

Insérer, après l'article 1148.7 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :



« **1148.8.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 66.1 de la présente loi, les renseignements contenus dans le système visant à permettre à toute personne assurée de prendre rendez-vous avec un professionnel de la santé et des services sociaux mis en place par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application du sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 2022 et par l'article 231 chapitre 5 des lois de 2023, sont transférés à Santé Québec aux fins du mécanisme équivalent qu'elle met en place au moyen du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce système sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Cet amendement prévoit le transfert à Santé Québec des renseignements contenus au système Rendez-vous santé Québec maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec aux fins du mécanisme équivalent qui sera prévu au système national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application du paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 66.1.

Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce système seront aussi transférés à Santé Québec.

### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1148.9**

Insérer, après l'article 1148.8 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.9.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 66.3 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des usagers maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application de l'article 74 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé (chapitre P-9.0001) sont transférés à Santé Québec et sont inscrits au registre des usagers qu'elle tient notamment afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

## **Commentaire**

Cet article prévoit le transfert à Santé Québec des renseignements contenus au registre des usagers maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec aux fins du registre équivalent qui sera prévu pour le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application de l'article 66.3.

Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce registre seront aussi transférés à Santé Québec.

### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

## **ARTICLE 1148.10**

Insérer, après l'article 1148.9 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.10.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 66.3 de la présente loi, la Régie de l'assurance maladie du Québec communique, sur demande, à Santé Québec ou au ministre les renseignements contenus au registre des usagers que la Régie maintient en application de l'article 74 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé afin que Santé Québec ou le ministre puisse les utiliser à des fins liées à l'organisation, la planification, la prestation de services ou à la fourniture de biens ou de ressources en matière de santé ou de services sociaux. ».

## **Commentaire**

L'amendement reprend et adapte l'article 276 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Il a pour but de permettre à Santé Québec et au ministre de recevoir communication des renseignements contenus au registre des usagers actuellement maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec afin que chacun puisse les utiliser notamment à des fins d'organisation et de planification de services.

### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.11**

Insérer, après l'article 1148.10 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.11.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 66.3 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des intervenants maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec en application de l'article 85 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé sont transférés à Santé Québec et sont inscrits au registre des intervenants qu'elle tient notamment afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Cet amendement prévoit le transfert à Santé Québec des renseignements contenus au registre des intervenants maintenu par la Régie de l'assurance maladie du Québec aux fins du registre équivalent qui sera prévu pour le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application de l'article 66.3.

Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce registre seront aussi transférés à Santé Québec.

### **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.12**

Insérer, après l'article 1148.11 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.12.** À la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 66.3 de la présente loi, les renseignements contenus dans le registre des organismes maintenu par le ministre en application de l'article 94 de la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé sont transférés à Santé Québec et sont inscrits au registre des organismes qu'elle tient notamment

afin de permettre le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements. De même, les actifs informationnels liés à ce registre sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Cet amendement prévoit le transfert à Santé Québec des renseignements contenus au registre des organisme maintenu par le ministre de la Santé aux fins du registre équivalent qui sera prévu pour le fonctionnement du système national de dépôt de renseignements maintenu par Santé Québec en application de l'article 66.3.

Les différents actifs, droits et obligations afférents à ce registre seront aussi transférés à Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.13**

Insérer, après l'article 1148.12 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.13.** À la date de l'entrée en vigueur de l'article 220 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, les renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques visées par la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé sont transférés du ministre à Santé Québec et sont conservés par cette dernière dans le système national de dépôt de renseignements institué en vertu de l'article 66.5 de la présente loi, pour une durée de 12 ans suivant leur communication au gestionnaire opérationnel de ces banques. De même, les actifs informationnels liés à ces banques sont transférés à Santé Québec avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement reprend l'article 269 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Il prévoit la conservation au système national de dépôt de renseignements des

renseignements contenus dans le Dossier santé Québec au moment de l'abrogation de la *Loi concernant le partage de certains renseignements de santé* pour une période de 12 ans suivant leur communication initiale au gestionnaire opérationnel du Dossier santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.14**

Insérer, après l'article 1148.13 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.14.** Le ministre exerce les fonctions dévolues à Santé Québec par le paragraphe 3° de l'article 24 et par les articles 66.1 à 66.9 de la présente loi jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2025 ou à la date antérieure déterminée par le gouvernement.

À cette fin, tout renseignement, actif informationnel, droit ou obligation devant être transférés à Santé Québec avant cette date en application des articles 1148.5, 1148.7, 1148.8 et 1148.10 sont transférés au ministre en lieu et place de Santé Québec.

Au terme de l'exercice des fonctions prévues au premier alinéa, le ministre transfère à Santé Québec, tout renseignement recueilli à ces fins, de même que tout actif informationnel leur étant liés, avec tous les droits et toutes les obligations qui s'y rattachent, y compris, le cas échéant, les renseignements, actifs, droits et obligations ayant été transférés au ministre en application du deuxième alinéa. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement prévoit les dispositions nécessaires à la transition des fonctions relatives à la mise en œuvre du système national de dépôt de renseignements du ministre de la Santé vers Santé Québec. Il prévoit que les fonctions pourront, dans un premier temps, être exercées par le ministre avant d'être restituées à Santé Québec, avec tous les renseignements recueillis par le ministre à cette fin.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1148.15**

Insérer, après l'article 1148.14 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1148.15.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 17 de la Loi sur les renseignements de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, la personne concernée par un dossier de plainte et, le cas échéant, le représentant, l'héritier ou le successible de cette dernière, le liquidateur de sa succession, la personne qu'elle a désignée à titre de bénéficiaire d'une assurance-vie ou d'une indemnité de décès et le titulaire de l'autorité parentale peuvent avoir accès à ce dossier conformément aux articles 17 à 28 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux tels qu'ils se lisaient la veille du jour de la fusion. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement prévoit les règles applicables à l'accès aux dossiers de plaintes pour la période transitoire entre l'entrée en vigueur des dispositions du présent projet de loi et celle des dispositions de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Seront applicables les règles qui s'appliquent actuellement, c'est-à-dire celles prévues à la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Ces règles seront remplacées par celles de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* au moment de son entrée en vigueur.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **SOUS-SECTION 0.1 ET ARTICLE 1151.1**

Insérer, après l'intitulé de la section II du chapitre VIII du titre I de la partie XII du projet de loi, ce qui suit :

« § 0.1. — *Renseignements de santé et de services sociaux*

« **1151.1.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 192 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 44 de la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (chapitre A-5.01) doit se lire en y remplaçant « (chapitre S-4.2) » par « pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou à la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ».

### **Commentaire**

Premièrement, le présent amendement vise à ajuster le titre de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* qui changera de nom pour s'appeler *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis*.

Deuxièmement, il vise maintenir la possibilité pour le ministre d'obtenir des centres de procréation assistée les renseignements prévus par règlement et qui sont nécessaires à l'exercice de ses fonctions, lesquelles seront désormais réparties entre l'article 431 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis* et la *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*, selon le territoire concerné.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.2**

Insérer, après l'article 1151.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.2.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 200 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, la Régie de l'assurance maladie du Québec peut, conformément aux conditions et formalités prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels :

1° transmettre à Santé Québec les renseignements qui lui sont nécessaires à l'exercice des fonctions prévues au sixième alinéa de l'article 65 de la Loi sur l'assurance-maladie du Québec, modifié par l'article 774 de la présente loi, à

condition que ces renseignements ne permettent pas d'identifier une personne assurée;

2° transmettre à Santé Québec les renseignements énumérés au septième alinéa de l'article 65 de la Loi sur l'assurance-maladie du Québec. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement propose une solution à la période transitoire entre l'entrée en vigueur du présent projet de loi et celle de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Il prévoit que certains renseignements dont la communication de la Régie de l'assurance maladie du Québec au ministre de la Santé est actuellement prévue à la *Loi sur l'assurance maladie* pourront également être communiqués à Santé Québec, et ce, jusqu'à ce que le nouveau régime de protection et d'encadrement des renseignements de santé et de services sociaux prévus par la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* entre en vigueur.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.3**

Insérer, après l'article 1151.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.3.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 203 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, la Régie de l'assurance maladie du Québec peut communiquer à Santé Québec les renseignements sur les services assurés dispensés par territoire ou par genre d'activité dans un territoire ou une installation maintenue par un établissement, à condition qu'ils ne contiennent pas les nom et adresse d'un professionnel. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement est au même effet que le précédent. Il prévoit que certains renseignements dont la communication de la Régie de l'assurance maladie du Québec au ministre de la Santé est actuellement prévue à la *Loi sur*



*l'assurance maladie* pourront également être communiqués à Santé Québec, et ce, jusqu'à ce que le nouveau régime de protection et d'encadrement des renseignements de santé et de services sociaux prévus par la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* entre en vigueur.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

##### **ARTICLE 1151.4**

Insérer, après l'article 1151.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.4.** Jusqu'au jour de la fusion, toute référence à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis contenue à l'article 48.1 de la Loi sur les coroners (chapitre C-68.01), modifié par l'article 796.5 du présent projet de loi, est une référence à la Loi sur les services de santé et les services sociaux. ».

##### **Commentaire**

Le présent amendement propose une solution à la période transitoire entre l'entrée en vigueur de l'article 796.5 du présent projet de loi et le jour de la fusion, moment auquel la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* deviendra la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis*, afin que cet article réfère au bon titre de loi selon le moment où il devra être appliqué.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

##### **ARTICLE 1151.5**

Insérer, après l'article 1151.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.5.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 217 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, l'article 15 de la Loi sur le Protecteur du citoyen (chapitre P-32), modifié par l'article 875.17 de la présente loi, doit se lire en y remplaçant, dans le paragraphe 6.3°, « 10.3.4 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2) » par « 2.0.11 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5) ».

### **Commentaire**

Le présent amendement propose une solution à la période transitoire entre l'entrée en vigueur du présent projet de loi et de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*.

L'article 217 de cette loi déplace dans la *Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux* la désignation ministérielle des organismes qui assurent la coordination des dons d'organes ou de tissus actuellement prévue à la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*. Ainsi, l'amendement prévoit que la référence au nouvel article de la *Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux* doit, pendant cette période transitoire, se lire comme étant une référence à l'actuel article de la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.6**

Insérer, après l'article 1151.5 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.6.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 3° de l'article 231 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, les renseignements issus des systèmes visés au sixième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, modifié par l'article 231 du chapitre 5 des lois de 2023 et par l'article 908 du présent projet de loi, qui doivent être communiqués au ministre en vertu d'un règlement du gouvernement à des fins d'appréciation et d'évaluation des résultats en matière de santé et de services sociaux doivent, aux mêmes fins, être communiqués à Santé Québec. ».

### **Commentaire**

Le présent amendement propose une solution à la période transitoire entre l'entrée en vigueur du présent projet de loi et celle de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Il prévoit que certains renseignements du Guichet d'accès à un médecin de famille et du système Rendez-vous Santé Québec, dont la communication de la Régie de l'assurance maladie du Québec au ministre de la Santé est actuellement prévue à la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec* pourront également être communiqués à Santé Québec, et ce, jusqu'à ce que ce guichet et ce système soient intégrés au système national de dépôt de renseignements qui sera institué par Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.7**

Insérer, après l'article 1151.6 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.7.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 238 de la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives :

1° l'article 55 de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3) doit se lire en y remplaçant, dans le troisième alinéa, « Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), un établissement au sens de cette loi » par « Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2), un établissement au sens de cette loi ou Santé Québec »;

2° l'article 208 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001), modifié par l'article 739.9 de la présente loi, doit se lire en y insérant, dans le deuxième alinéa et après « Cette obligation », « s'applique malgré l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2). Elle »;

3° les articles 229 et 233.4 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) doivent se lire en y remplaçant « un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), malgré l'article 19 de cette loi, ou au sens de » par

« Santé Québec, un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec visé par la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ou un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2), malgré l'article 19 de cette loi, ou un établissement visé par »;

4° l'article 83.15 de la Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25) doit se lire en y insérant, dans le quatrième alinéa et après « sociaux », « pour les Inuit et les Naskapis »;

5° l'article 10 de la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement (chapitre C-37.4) doit se lire en y insérant, dans le premier alinéa et avant « (chapitre S-4.2) », « pour les Inuit et les Naskapis »;

6° l'article 28 de la Loi sur le curateur public (chapitre C-81) doit se lire :

a) en y insérant, dans le premier alinéa et avant « (chapitre S-4.2) », de « pour les Inuit et les Naskapis »;

b) en y insérant, dans le premier alinéa et après « l'une ou l'autre de ces lois », « ou de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*);

7° le paragraphe 9° de l'article 3 de l'annexe I de la Loi sur la Justice administrative (chapitre J-3) doit se lire en y insérant, avant « (chapitre S-4.2) », « pour les Inuit et les Naskapis »;

8° l'article 37.4.2 de la Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1) doit se lire en y remplaçant « (chapitre S-4.2) » par « pour les Inuits et les Naskapis (chapitre S-4.2), avec les adaptations nécessaires »;

9° l'article 72.11 de la Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1) doit se lire en y insérant, dans le premier alinéa et avant « (chapitre S-4.2) », « pour les Inuits et les Naskapis »;

10° l'article 129 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1) doit se lire en y remplaçant, dans le premier alinéa, « (chapitre S-4.2) » par « pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2), avec les adaptations nécessaires »;

11° l'article 66 et le troisième alinéa de l'article 132 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) doivent se lire en y insérant, avant « (chapitre S-4.2) », « pour les Inuit et les Naskapis »;

12° l'article 17 de la Loi sur les services préhospitalier d'urgence (chapitre S-6.2) doit se lire en y remplaçant, dans le quatrième alinéa, « (chapitre S-4.2), un établissement » par « pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2), un établissement au sens de cette loi ou de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), Santé Québec ou une instance régionale »;

13° l'article 118 de la Loi sur les services préhospitalier d'urgence doit se lire en y remplaçant, dans le premier alinéa, « un établissement doit, malgré l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) » par « « Santé Québec ou un établissement autre qu'un établissement de Santé Québec, selon le cas, doit, malgré l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ». ».

### **Commentaire**

Le présent amendement propose une solution à la période transitoire entre l'entrée en vigueur du présent projet de loi et celle de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*. Il prévoit différents ajustements, principalement afin de tenir compte du maintien de l'application de l'article 19 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* jusqu'à l'entrée en vigueur de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives* et du changement de titre de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* qui, au jour de la fusion, deviendra la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis*.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.8**

Insérer, après l'article 1151.7 du projet de loi tel qu'amendé, ce qui suit :

« § 0.2. — *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail*

« **1151.8.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 30 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (2021, chapitre 27), le troisième alinéa de l'article 150 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles doit se lire en remplaçant « Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou au sens » par « Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou ». ».

## **COMMENTAIRES**

### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.9**

Insérer, après l'article 1151.8 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.9.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 55 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 189 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles doit se lire en y remplaçant, dans le paragraphe 2°, « Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S--4.2) » par « Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S--4.2) ». ».

### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

#### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.10**

Insérer, après l'article 1151.9 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.10.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur des paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 122 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 1 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire :

1° en y supprimant la définition de « **agence** »;

2° en y remplaçant, dans les définitions de « **centre hospitalier** », de « **centre local de services communautaires** » et de « **directeur de santé publique** », « Loi sur les services de santé et les services sociaux ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris » par « Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) ». ».

#### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1151.11**

Insérer, après l'article 1151.10 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.11.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 2° de l'article 139 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 51 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant, dans le paragraphe 10° du premier alinéa, « l'agence » par « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, ». ».

#### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1151.12**

Insérer, après l'article 1151.11 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.12.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 10° de l'article 154 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 78 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant, dans le paragraphe 12°, « l'agence » par « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, ». ».

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.13**

Insérer, après l'article 1151.12 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.13.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 107 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, édicté par l'article 172 la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 107 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant, dans le paragraphe 2° du premier alinéa, « les agences » par « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, ». ».

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.14**

Insérer, après l'article 1151.13 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.14.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 109 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, édicté par l'article 172 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 109 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire :

1° en y insérant, après le premier alinéa, le suivant :



« Le contrat conclu avec Santé Québec doit prévoir les engagements spécifiques à chaque régions sociosanitaires de son territoire. »;

2° en y remplaçant « chaque agence », « une agence » et « l'agence », partout où ceci se trouve, par « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, », avec les adaptations nécessaires. » ».

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.15**

Insérer, après l'article 1151.14 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.15.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 173 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 110 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire :

1° en y remplaçant, dans le premier alinéa, « chaque agence » et « cette dernière » par, respectivement, « Santé Québec, à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik et au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James » et « chacun »;

2° en y insérant, après le premier alinéa, le suivant :

« Le budget qui est attribué à Santé Québec est réparti entre chacune des régions sociosanitaires de son territoire en fonction du contrat conclu en vertu de l'article 109. »;

3° en y remplaçant, dans le deuxième alinéa, « L'agence » et « Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) » par, respectivement, « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, » et « Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2), avec les adaptations nécessaires, ». ».

## **AMENDEMENT**

## **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1151.16**

Insérer, après l'article 1151.15 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.16.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 175 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 115 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant, dans le deuxième alinéa, « une installation maintenue par une personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires » par « un centre hospitalier ou un centre local de services communautaire exploité par un établissement visé par la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ou une installation où un tel centre est exploité par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) ». ».

#### **AMENDEMENT**

## **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1151.17**

Insérer, après l'article 1151.16 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.17.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 177 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 117 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant « Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou, selon le cas, à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) » et « une personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires et qui est désignée dans le contrat conclu en vertu de l'article 109 » par, respectivement, « la loi qui régit l'établissement » et « le président-directeur général d'un établissement de Santé Québec désigné par son conseil d'administration en vertu du deuxième alinéa de l'article 176 de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer*

*ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*), le directeur général d'un établissement visé par la partie IV.1 ou IV.3 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James ». ».

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.18**

Insérer, après l'article 1151.17 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.18.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 180 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 120 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant, dans le deuxième alinéa, « De même, un médecin dont une personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires n'a pas accepté la demande visée dans l'article 117 ou à l'égard de qui, elle n'a pas renouvelé son acceptation » par « Un médecin qui s'est vu refuser la demande visée à l'article 117 ou dont l'acceptation n'a pas été renouvelée ». ».

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1151.19**

Insérer, après l'article 1151.18 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.19.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 183 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'article 127 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire :

1° en y remplaçant, dans ce qui précède le paragraphe 1°, « desservi par l'agence » par « de sa région sociosanitaire »;

2° dans le paragraphe 2° :

a) en y insérant, après « collaborer », « , selon le cas, avec le directeur médical de l'établissement de Santé Québec ou »;

b) en y remplaçant « de la personne qui exploite un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires » par « de l'établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) ou la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) »;

c) en y remplaçant « Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) et à ses règlements ou, selon le cas, à la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) » par « loi qui régit l'établissement concerné ». ».

### **AMENDEMENT**

#### **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1151.20**

Insérer, après l'article 1151.19 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1151.20.** Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'article 185 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail :

1° l'article 130 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit se lire en y remplaçant, dans le deuxième alinéa, « l'agence de » par « Santé Québec, à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon »;

2° les articles 131 et 132 de cette loi doivent se lire en y remplaçant « l'agence » par « Santé Québec, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, »;

3° l'article 133 de cette loi doit se lire en y remplaçant « l'agence » par « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, »;

4° l'article 134 de cette loi doit se lire en y remplaçant, dans le paragraphe 1°, « l'agence » par « Santé Québec, la Régie régionale de la santé et des services

sociaux du Nunavik ou le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, »;

5° l'article 136 de cette loi doit se lire en y remplaçant, dans le deuxième alinéa, « d'une agence » par « de Santé Québec, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik ou du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, selon le cas, ». ».

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1163.1**

Insérer, après l'article 1163 du projet de loi, ce qui suit :

« § 3. — *Regroupement des unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et autres mesures transitoires relatives à ces unités*

« **1163.1.** Les articles 72 à 92 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) prennent effet à l'égard de Santé Québec au jour du regroupement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement propose l'introduction d'un nouvel article de nature transitoire.

Ce nouvel article prévoit qu'au jour du regroupement, le processus prévu par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales pour en arriver au regroupement en six unités de négociation des unités existantes à ce moment, prendra effet.

Rappelons que selon le texte de l'article 1077, tel qu'amendé, le jour du regroupement correspond à celui où entreront en vigueur les modifications apportées à cette loi afin de remplacer par six catégories les quatre catégories selon lesquelles sont formées les unités de négociations,

## **AMENDEMENT**

## **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1163.2**

Insérer, après l'article 1163.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.2.** Malgré le deuxième alinéa de l'article 88 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, à la suite du regroupement des unités de négociation résultant du processus prévu aux articles 72 et suivants de cette loi, les parties ont 18 mois à compter de la date de l'accréditation de la nouvelle association de salariés de Santé Québec pour négocier les matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale. ».

#### **Commentaires**

Cet amendement réintroduit les dispositions de l'article 1100 en y remplaçant un renvoi à l'article 35, applicable en cas de fusion d'établissements, par un renvoi à l'article 88, applicable au regroupement d'unités de négociation au sein d'un même établissement en vue de le rendre conforme à la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales.

## **AMENDEMENT**

## **Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1163.3**

Insérer, après l'article 1163.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.3.** La Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) doit, à compter du jour de la fusion jusqu'au jour du regroupement, se lire en y apportant les modifications suivantes :

1° à l'article 1, en remplaçant, dans le premier alinéa, « dont le régime de négociation est celui visé à la Loi sur le régime de négociation des conventions

collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2) » par « visés à l'article 1.1 » ;

2° en insérant, après l'article 1, le suivant :

« **1.1.** Pour l'application de la présente loi, est un établissement du secteur des affaires sociales :

1° un établissement de Santé Québec;

2° Santé Québec en ce qui ne concerne pas ses établissements visés au paragraphe 1°;

3° un établissement public ou une régie régionale visé au paragraphe 2° du quatrième alinéa de l'article 1 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2);

4° un organisme visé au paragraphe 3° de cet alinéa;

5° un établissement public ou un conseil régional visé au paragraphe 4° de cet alinéa;

6° un établissement privé conventionné visé au paragraphe 5° de cet alinéa. »;

3° à l'article 9, modifié par l'article 1067 de la présente loi, en insérant dans le premier alinéa et après « à l'article 4 et », « , sauf dans le cas de l'établissement visé au paragraphe 2° de l'article 1.1, »;

4° à l'article 13, en ajoutant à la fin du deuxième alinéa, « ou lorsque, le ministre approuve une résolution du conseil d'administration visée à l'article 37.1 de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*) ayant pour effet de regrouper au sein d'un même établissement le personnel affecté au sein de plus d'un établissement »;

5° en insérant, après l'intitulé de la section VI, l'article suivant :

« **92.1.** Santé Québec exerce les droits et exécute les obligations qui incombent en vertu des dispositions de la présente loi à un établissement visé au paragraphe 1° ou 2° de l'article 1.1.

À moins qu'elle n'en décide autrement, le président-directeur général de cet établissement peut valablement poser, au nom de Santé Québec, tout acte visant l'exercice d'un tel droit ou l'exécution d'une telle obligation. ». ».

## **Commentaires**

Cet amendement propose l'introduction d'un nouvel article de nature transitoire qui introduit un ensemble de modifications temporaires à la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales visant à assurer son application pendant la période comprise entre la fusion des établissements au sein de Santé Québec, donnant lieu à une seule personne morale, unique employeur des salariés des établissements fusionnants, et le jour du regroupement où, au même moment, entreront en vigueur les dispositions remplaçant par six unités les quatre unités de négociations prévues par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et commencera le regroupement en 6 unités des unités de négociations existant à ce moment.



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1163.4**

Insérer, après l'article 1163.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.4.** Les dispositions de la sous-section 1 de la section II de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), telles qu'elles se lisaient la veille du jour du regroupement, continuent de s'appliquer à l'établissement, autre que Santé Québec, dont le régime de représentation syndicale n'est pas conforme aux dispositions de cette sous-section, telles qu'elles se lisent à compter de ce jour.

Les dispositions du premier alinéa cessent de s'appliquer à un établissement dans les cas suivants :

1° les dispositions des articles 72 à 92 de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales ont pris effet à son égard à la suite d'une décision du ministre prise à compter du jour du regroupement en vertu de l'article 71 de cette loi;

2° les dispositions des articles 12 à 28 de cette loi lui sont applicables à la suite d'une intégration d'activités ou d'une fusion d'établissements, visée à l'article 13 de cette loi, lorsque la date prévue du regroupement ou de l'intégration n'est pas antérieure au jour du regroupement;

3° les dispositions des articles 29 à 34 de cette loi lui sont applicables en tant qu'établissement cessionnaire à la suite d'une cession partielle d'activités survenue à compter du jour du regroupement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement propose l'introduction d'un nouvel article de nature transitoire qui a pour objet de maintenir en vigueur les dispositions de la sous-section 1 de la section II de la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, dans leur état où elles prévoient quatre catégories selon lesquelles sont formées les unités de négociations, à l'égard des établissements autres que Santé Québec, puisque ces établissements ne seront pas tenus de se conformer au nouveau régime des six catégories dès le moment où il entrera en vigueur.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1163.5**

Insérer, après l'article 1163.4 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **1163.5.** Les candidats au certificat de spécialiste en biochimie clinique, les généticiens de laboratoire clinique certifiés et les personnes en voie d'obtenir un permis d'exercice de la pharmacie visés au premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation, tel que modifié par l'article 754.1 de la présente loi, continuent, le cas échéant, d'être représentés par les associations accréditées qui les représentaient le (*indiquer ici la date qui précède celle qui suit de six mois celle de la sanction de la présente loi*) et les conditions de travail qu'ils avaient à cette date continuent de s'appliquer, telles qu'elles peuvent être modifiées après cette date, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par les conditions prévues par une entente conclue en vertu de cet article. ».

### **Commentaires**

Cet amendement prévoit la transition, pour les personnes nouvellement visées à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation, vers le régime de relations collectives du travail qui leur sera nouvellement applicable. Ainsi, le régime actuel demeure applicable jusqu'à ce que de nouvelles conditions de travail établies en vertu du nouveau régime soient applicables à ces personnes.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1163.6 (disposition transitoire)**

Insérer, après l'article 1163.5 du projet de loi tel qu'amendé, ce qui suit :

« §4. — *Autres mesures transitoires*

« **1163.6.** La directive prise, avant le jour de la fusion, en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.16 de la Charte de la langue française (chapitre C-11), tel qu'il se lisait avant sa modification par l'article 790.4 de la présente loi, demeure en vigueur jusqu'à ce que Santé Québec la remplace. ». ».

### **Commentaires**

Cet amendement prévoit une disposition transitoire en lien avec la nouvelle directive que pourrait prendre Santé Québec en vertu de l'article 29.16 de la Charte de la langue française. Ainsi, cet amendement prévoit que jusqu'à cette nouvelle directive, la directive prise avant le jour de la fusion continuera de s'appliquer.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 1163.7 (disposition transitoire)**

Insérer, après l'article 1163.6 du projet de loi tel qu'amendé, ce qui suit :

« **1163.7.** L'article 309 de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (2021, chapitre 27) s'applique à Santé Québec pour la période comprise entre la date à laquelle le premier président et chef de la direction de Santé Québec est nommé en vertu de l'article 3.3 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et le 31 décembre 2024. ». ».

### **Commentaires**

Cet amendement prévoit une disposition transitoire visant à ce qu'une autre disposition transitoire – l'article 309 du chapitre 27 des lois de 2021 – qui prévoit l'application d'un taux de cotisation décroissant jusqu'au 31 décembre 2024 applicable aux établissements publics au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, s'applique à Santé Québec à compter de sa création.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1168**

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 1168 du projet de loi, « et par celle portant le numéro 2022-009 et datée du 9 juin 2022 » par « , par celle portant le numéro 2022-009 et datée du 9 juin 2022 et par celle portant le numéro 2023-009 et datée du 29 avril 2023 ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à mettre à jour l'article 1168 du projet de loi en y incluant la plus récente circulaire émise à ce propos.

#### **Article 1168 du projet de loi tel que modifié**

**1168.** Tout résident au sens du règlement pris en vertu du paragraphe *b* de l'article 8 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28) qui ne détient pas de carte d'assurance maladie ou de carte d'admissibilité délivrée conformément à la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29) ou toute personne qui n'est pas résidente au sens de ce règlement et qui, entre le (*indiquer ici la date qui précède de trois ans celle de la sanction de la présente loi*) et la date de l'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu de l'article 2.2 de la Loi sur l'assurance-hospitalisation, édicté par l'article 754 de la présente loi, a obtenu l'un des services de santé ou des services sociaux prévus à la circulaire intitulée « Tarifs pour les services rendus en externe, prix de journée pour la courte et la longue durée ainsi que prix de journée pour la réadaptation, les nouveau-nés et les services aux jeunes » volume 03, chapitre 01, sujet 42, document 19, portant le numéro de dossier 2019-021 et datée du 29 avril 2019, remplacée par la circulaire du même titre et des mêmes numéros de volume, de chapitre, de sujet et de document portant le numéro 2020-021 et datée du 3 avril 2020, par celle portant le numéro 2021-021 et datée du 3 mai 2021 **et par celle portant le numéro 2022-009 et datée du 9 juin 2022, par celle portant le numéro 2022-009 et datée du 9 juin 2022 et par celle portant le numéro 2023-009 et datée du 29 avril 2023,** doit payer les droits qui y sont prévus en regard de ce service pour l'année concernée.

Les sommes payées en vertu d'une circulaire prévue au premier alinéa, entre le (*indiquer ici la date qui précède de trois ans celle de la sanction de la présente loi*) et la date de l'entrée en vigueur du premier règlement pris en vertu de l'article 2.2 de la Loi sur

l'assurance-hospitalisation, édicté par l'article 754 de la présente loi, sont réputées avoir été payées en vertu du premier alinéa et elles appartiennent au gouvernement.

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 1173.1**

Insérer, après l'article 1173 du projet de loi, le suivant :

« **1173.1.** L'établissement public dont le conseil d'administration, la veille du jour de la fusion, administrait un établissement regroupé en vertu du premier alinéa de l'article 5 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2), est réputé, à compter du jour de la fusion, avoir été déterminé par le ministre en vertu de l'article 282 comme l'établissement public auquel est rattaché cet établissement regroupé. ».

#### **Commentaires**

Cet amendement vise à maintenir le rattachement actuel des établissements regroupés.